

## LAMPEDUSA

EUROPE

FORTERESSE

EUROPE

MEURTRIÈRE

### Dossier

*Impôts: selon que vous serez puissant ou misérable* Pages 6 et 7



**ÉDITO**  
Brignoles repetita!  
Page 2

**PREMIER PLAN**  
Rythmes scolaires:  
pour l'abrogation  
du décret Page 3

**ACTU POLITIQUE**  
Gouvernement:  
100% réactionnaire  
Page 4

**LIBRE EXPRESSION**  
Chine: entretien  
avec Michaël Sztanke  
Page 12



édito

Par CÔME PIERRON

## Brignoles repetita!

Les élections partielles se suivent et se répètent : progression massive de l'abstention, poussée de la droite et du Front national, élimination de la gauche dès le premier tour. À Brignoles, ce scénario s'est joué au détriment du conseiller général PCF dont l'élection avait été invalidée. Divisant ses voix quasiment par deux par rapport à 2011 et par trois sur 2012 où il était le candidat unique de la gauche, le candidat du PCF a expliqué sa défaite par la division à gauche, ne voyant la progression de l'abstention que comme le résultat de la politique du gouvernement « qui suscite de la désespérance chez les électeurs de gauche ». Pourtant le PCF devrait méditer cette leçon : soutenu par le PS dès le premier tour, il a pâti lui aussi du discrédit de la politique du gouvernement. Car comment ne pas faire le lien entre cette grève des urnes, qui se double de plus en plus d'un basculement d'une partie des couches populaires vers le vote FN, et l'offensive anti-ouvrière menée par le PS et ses alliés ? Sur tous les terrains — emploi, salaire, fiscalité, écologie, démantèlement des protections sociales, des services publics — les ministres assènent servilement politique d'austérité et alignement sur les revendications patronales, abandonnant les quelques mesures vaguement de gauche promises par le candidat Hollande. Relayant et assumant ouvertement les thèmes favoris de la droite (travail du dimanche, ras-le-bol fiscal), c'est sur le terrain même de l'extrême droite que s'aventurent certains, faisant des Roms les nouveaux boucs émissaires. Après l'affaire Cahuzac, tout cela se combine pour accentuer l'écœurement et la perte de repères qui font le lit de l'extrême droite et nourrissent la démoralisation à gauche. Dans ces conditions, le renoncement des confédérations syndicales à mener sérieusement la bataille contre la réforme des retraites ne peut qu'empirer la situation. Pour les militantEs soucieux de défendre les intérêts de notre camp social, l'alternative ne pourra venir que d'un regain des mobilisations adossé à la construction d'une opposition clairement à gauche, en toute indépendance d'un PS qui nous conduit à la catastrophe sociale, politique et écologique.

## BIEN DIT

S'ils ne sont pas « solidaires » pour accueillir les réfugiés, gageons que, dans la terreur fantasmée de voir leurs côtes envahies par des « hordes » d'exilés, les dirigeants européens sauront retrouver un esprit de « solidarité » pour accroître et renforcer les moyens de sécuriser le pourtour géographique de l'eldorado que forment les 28 États membres.

Extrait d'un communiqué de L'ASSOCIATION EUROPÉENNE POUR LA DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME du lundi 7 octobre.

# À la Une Europe forteresse, Europe criminelle

*À l'heure où ces lignes sont écrites, le bilan le plus récent du naufrage, face à Lampedusa, de 500 migrants Erythréens et Somaliens entassés sur un bateau de pêche parti de Libye se monte désormais à plus de 200 morts. Mais comme seuls 155 naufragés ont pu être ramenés à terre, on peut estimer que le nombre de victimes dépassera, les 350.*

Les médias, les politiques européens de tous bords parlent à qui mieux mieux de « drame » ou de « tragédie ». Ils veulent ainsi se dédouaner de toute responsabilité en évoquant quelque chose qui serait de l'ordre de la catastrophe naturelle, genre tsunami, dont on aurait pu limiter les conséquences... en élevant des digues un peu plus hautes ! Alors qu'il ne fait aucun doute que c'est en cherchant à se barricader toujours davantage, au nom de ce qu'ils appellent communément la « maîtrise des flux migratoires », que l'Europe capitaliste tue et pas seulement à Lampedusa...

**Derrière les larmes de crocodile**  
Cette nouvelle « tragédie » n'est que le dernier épisode d'une longue série dont le cadre n'est pas seulement le canal de Sicile, mais aussi l'Adriatique ; l'Atlantique au large des Canaries ou dans le détroit de Gibraltar ; l'océan Indien où d'autres embarcations de fortune tentent de rallier le département de Mayotte dont le camp de rétention qui accueille les rescapés jouit, à juste titre, d'une réputation des plus sinistres ; le Sahara bien sûr ; tandis que, sur le « front » oriental, la Turquie, aux termes d'un accord de réadmission signé avec l'UE, prend en charge avec un zèle croissant la traque des migrants. En septembre dernier, 61 réfugiés, Syriens et Irakiens et

Palestiniens, dont la moitié étaient des enfants, se sont encore noyés non loin des côtes grecques. Au total, près de 20 000 morts au bas mot depuis 25 ans ! Et, en dépit des larmes de crocodile et des proclamations des (ir)responsables européens, cela continuera ou plutôt s'aggravera. Cela durera tant que, sur fond de xénophobie montante soigneusement entretenue par des variations infinies sur le thème de cette « misère du monde » que nous ne saurions accueillir, ou par des déchaînements haineux contre des étrangers désignés comme

délinquants ou non respectueux de nos « valeurs », l'Europe poursuivra dans la même voie.

### Un continent fait de barbelés

Une voie qui consiste à entretenir des dispositifs de surveillance d'un coût faramineux, suffisamment efficaces pour tuer en obligeant les migrants à emprunter des routes de plus en plus dangereuses mais pas assez pour sauver les naufragés ni priver les capitalistes de nouveaux arrivages de sans-papiers. Ajoutons, pour faire bonne mesure, que le voyage se fait le plus souvent sur les frêles barques de pêcheurs que la raréfaction des ressources halieutiques (développement de la pêche industrielle oblige !) conduit à émigrer ou... à se reconvertir en passeurs : décidément tout se tient ! Ainsi en est-il de l'Agence Frontex, créée pour gérer la coopération aux frontières extérieures de l'Union européenne, dont le budget par temps de crise est passé de 6,3 millions d'euros en 2005 à plus de 118 millions en 2011 et qui disposait en

février 2010 d'une flottille de 113 navires, 25 hélicoptères et 22 avions ! Il est vrai que lorsqu'un ministre espagnol se félicitait naguère des performances de cette Agence en constatant une chute du nombre de migrants débarquant sur les côtes espagnoles, il omettait de signaler que, dans le même temps, le nombre de cadavres échoués avait augmenté de 50 %. Et la mort continue à frapper les rescapés désormais en « situation irrégulière » : au-delà de la surexploitation dont ils sont désormais l'objet, ils se voient exposés, plus que quiconque, aux accidents de travail parfois mortels, au risque d'être carbonisés dans des logements insalubres, au développement de maladies que les entraves à l'accès au système de santé ne leur permettent même pas de traiter... Il est vraiment temps que les peuples se dressent pour dire non à un système capitaliste qui engendre ces frontières meurtrières.

François Brun



## GRÈCE

# Le pouvoir et l'Aube plus vraiment dorée

*Voilà trois semaines que le rappeur anti-nazi Pavlos Fyssas a été assassiné. Ce meurtre a soulevé une vague de colère populaire qui se manifeste ce dimanche avec au moins trois initiatives anti-racistes sur la région athénienne. Il a aussi déclenché une série de révélations...*

On sait que les corps de répression sont très perméables à la vermine nazie, et les services secrets surveillaient ce groupe. L'un des responsables des forces de l'ordre vient d'être viré pour accointance avec les nazis, mais une partie de l'appareil d'État est inquiète

de l'autonomie qu'ils ont pris au sein de la police et de l'armée.

### Une mafia nazie

Ce qui a été mis au grand jour, c'est un groupe parapolitique disposant de quelques places fortes, de nombreuses complicités, et aux activités totalement mafieuses : en plus des

crimes contre les immigrés et la gauche en général, le quotidien c'est racket de magasins sous couvert de protection, proxénétisme, etc. Les dernières informations données par les services antiterroristes portent ces jours-ci sur l'emplacement de caches d'armes des nazis, en particulier sur la localisation de 4 000 armes fournies par un chef d'entreprise en fuite. Si on ajoute cela aux entraînements paramilitaires offerts aux crânes rasés dans quelques casernes, on voit le riche programme politique de cette bande de violents psychopathes... Ainsi, dans les banlieues près du Pirée, les violences

nazies sont couvertes par des armateurs souhaitant casser l'influence du KKE (PC grec) dans les chantiers navals et lancer des « syndicats Aube dorée ». Dans le quartier d'Aghia Panteleimona, il y a eu la mise en scène filmée de braves mémés allant tirer de l'argent à la banque sous protection des braves nazis... sauf que ces mémés, médiatisées sur les réseaux sociaux utilisés par les nazis, sont les parentes de ces bandits, sans oublier l'arrestation de l'ex-commissaire de police du quartier, compromis ! L'une de ces « citoyennes indignées » par le « danger immigré » est une responsable locale d'Aube

dorée, inculpée pour coups de couteau, détention de faux documents et d'objets de commerce illégal (car à côté de ses ratonnades meurtrières, Aube dorée a organisé la surexploitation d'immigrés vendeurs à la sauvette)...

### Au service de la troïka

L'enquête avance seulement contre Aube dorée en tant qu'organisation criminelle. C'est à cela que voudrait s'en tenir le gouvernement, qui a été obligé de réagir dans la précipitation après le meurtre de Fyssas. Il s'agit de cacher l'insupportable tolérance accordée pendant des années à ces assassins, le silence imposé.

# Un monde à changer

**CLIMAT.** La température du globe devrait croître entre 0,3 degré et 4,8 degrés d'ici 2100, selon le scénario le plus optimiste du Giec (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat). Le réchauffement sera plus marqué en mer, dont le niveau va fortement monter (entre 26 et 45 cm, toujours selon le scénario le moins grave), et surtout en Arctique. Le rapport confirme les autres impacts du réchauffement : plus de sécheresses dans les régions arides, plus de précipitations dans les régions humides, accentuation des phénomènes météorologiques extrêmes, acidification des océans, affaiblissement

des courants marins (comme le Gulf Stream), etc. Mais tout le monde ne s'inquiète pas : les armateurs se frottent les mains parce que leurs bateaux sont plus nombreux à passer par le grand Nord, les pétroliers se réjouissent de la disparition de la banquise qui permet d'exploiter les gisements off shore de l'Arctique, les lobbies énergétiques se ruent sur le gaz de schiste... Seul le monde du travail peut mettre fin à cette course à l'abîme. Mais il ne pourra le faire qu'en adoptant une stratégie de contestation de l'accumulation capitaliste qui « *éprouve les deux seules sources de toute richesse : la Terre et le travailleur* » (Marx).

## RYTHMES SCOLAIRES

# Se battre pour l'abrogation du décret

*La réforme des rythmes scolaires décrétée par le gouvernement Hollande-Peillon et mise en place dans 20% des communes à la rentrée 2013/2014 fait couler beaucoup d'encre. Et nourrit beaucoup de colères.*

À quelques mois des élections municipales, la dénonciation de la réforme, par la voix de Coppé à pour objectif de surfer sur le mécontentement des 53% de Français (sondage du *Parisien* du 5 octobre) afin de redorer le blason de l'UMP, qui durant 10 ans n'a eu de cesse de casser le service public d'éducation. Des manœuvres politiciennes que les récentes grèves contre la réforme, en

dehors de tout appel des directions syndicales, viennent contrebalancer. À Aubervilliers (93) réunissant 95% d'enseignantEs le jeudi 3 octobre, et en Haute-Garonne, le mercredi 9 octobre, à l'appel des syndicats SNUipp-FSU, Snudi-FO et Sud Éducation qui mettent la politique au centre de leur débat : dégradations des conditions d'apprentissage des élèves et des conditions de travail des enseignantEs, ainsi que celles

des agents territoriaux, territorialisation et missions des personnels. À Paris, où les enseignants avaient fait de nombreuses journées de grève et des rassemblements pour l'abrogation du décret Peillon, instituant notamment le passage à la semaine de neuf demi-journées et contre la mise en place de la réforme par la mairie de Paris, une assemblée générale s'est tenue mardi 8 octobre pour exiger avec les syndicats du premier degré l'abrogation du décret Peillon et la suspension de la réforme à Paris.

### Des inégalités accentuées

Les écoles subissent le joug d'une politique éducative aujourd'hui entre les mains conjointes du ministre de l'Éducation nationale et des maires, à qui le décret Peillon permet de déréglementer l'école, en instituant notamment des temps d'enseignement choisis par les communes. Ainsi cette réforme mise en place « *pour permettre aux élèves de mieux apprendre et de favoriser leur réussite* » accentue les inégalités territoriales et pèsent sur les élèves qui subissent un temps considérablement plus long passé au sein des écoles. Quant aux projets éducatifs territoriaux (PEDT), réunissant l'ensemble de la communauté éducative, ils n'ont pas pour objectif les intérêts des enfants, mais celui de ramasser la plus grosse part du

gâteau tant d'un point de vue financier qu'électoral et d'ouvrir l'école au jeu du « marché de l'éducation ». Face à la difficulté croissante de Peillon sur la question des rythmes scolaires, une réunion de crise y a été consacrée mercredi 2 octobre à l'Élysée, après le conseil des ministres. Le soutien à Peillon de Darcos et Ferry, anciens ministres de droite pour l'éducation, ne s'est pas fait attendre, car cette réforme voulue aussi par la droite, avait été mise à l'étude en 2010. Elle avait été ensuite reprise lors de la Conférence nationale sur les rythmes scolaires engagée par Châtel en 2011, et préconisait un étalement sur neuf demi-journées de la semaine scolaire ! Pour l'heure, les préoccupations des enseignants et de l'ensemble de la communauté scolaire est loin de ces batailles politiciennes qui mettent en scène des « acteurs » de droite comme de gauche commettant la même politique ! Car il devient urgent partout de réunir parents, enseignantEs et agents territoriaux pour trouver les moyens d'abroger le décret Peillon, de suspendre la réforme des rythmes scolaires mise en place dans les villes et de construire un débat démocratique sur la politique éducative qui doit être mise en œuvre dans l'objectif d'une école démocratique et émancipatrice.

**Gabrielle Timbert**



DR

Or, c'est bien cela qu'il s'agit enfin de mettre en lumière. Ce sera le meilleur moyen de faire taire la partie de la droite qui veut assimiler en tant qu'« extrémistes » la gauche aux nazis, comme vient encore de le faire aux États-Unis le Premier ministre Samaras, alors qu'une partie de la droite et du patronat refuse ce parallèle, préférant une gauche réformiste au risque nazi... Gommer toute la dimension politique de l'action d'Aube dorée, participer à une sorte d'union sacrée pour défendre la démocratie, voilà le piège que la gauche doit refuser, en menant dans l'unité une campagne antifasciste pour montrer que si Aube dorée a été couverte si longtemps par la droite et le Pasok, c'est parce qu'elle est pour la bourgeoisie grecque et européenne un instrument

au service de la troïka, contrairement à ce que disent les nazis. Les incessants reports de procès de ces criminels montrent la

protection accordée, comme le montre aussi l'exploit des juges laissant libres sous caution trois des députés inculpés... qui ont aussitôt

agressé des journalistes ! Combattre les nazis, c'est une partie du combat contre la politique de la troïka, et cela doit être martelé,

avant tout dans les quartiers populaires d'où il faut chasser définitivement cette pègre au service du capital !

**D'Athènes, A. Sartzekis**

DR



## Le chiffre

# 37%

C'est, selon une enquête Ifop, le pourcentage de demandeurs d'emploi, soit quatre sur dix, qui affirment avoir déjà été personnellement victimes d'une discrimination à l'embauche : l'apparence, le fait d'être chômeur, le sexe ou les origines. Viennent ensuite le handicap, l'âge avancé, le lieu d'habitation. Pour les chômeurs résidant en zone urbaine sensible (ZUS), les origines sont le premier critère discriminant.



## Agenda

**Samedi 12 octobre, fête du NPA, Gérardmer.** À partir de 17h, espace LAC (17 faubourg de Ramberchamp) avec Philippe Poutou.



**Vendredi 18 octobre, réunion publique, Blois.**

À 18h, salle des Sarrazines, rue Latham, près de l'office HLM, avec Philippe Poutou.

**Vendredi 18 octobre, réunion publique, Valence.**

À 19h, salle Espace 16 avenue Georges-Clemenceau, avec Christine Poupin.

## NO COMMENT

*Le Front national n'est pas d'extrême-droite. C'est un parti de gauche.*

Le « journaliste » **ÉRIC ZEMMOUR**, samedi 5 octobre sur iTÉLÉ.

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0414 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Manu Bichindaritz

**Maquette :**  
Ambre Bragard,  
Goulven Schaal

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 22  
Fax : 0148 59 23 28  
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

## FRONT DE GAUCHE

## Risque de fortes précipitations

La prochaine échéance des municipales va être un véritable test pour les différentes composantes du Front de gauche. Essentiellement dominé par le PCF, ses 8 000 éluEs et ses 761 mairies, ce Front connaît aujourd'hui des débats violents.

Ces débats ont déjà abouti à une scission de la Gauche unitaire. Une moitié regroupée autour de Christian Piquet refuse de participer à la création avec la Gauche anticapitaliste, la FASE et une partie des Alternatifs d'un « troisième pilier » qui ne serait que « l'extrême gauche du Front » selon ses opposants. Comme le PG, la GA s'inquiète de voir le PCF préparer des listes dès le premier tour avec le PS. L'essentiel repose donc sur le PCF qui a réuni ce week-end plus de 500 dirigeants locaux et éluEs. En laissant formellement le choix des alliances aux instances locales, la direction a quand même donné le ton : critiquer le PS à gauche mais ne pas rompre avec un parti qui lui assure ses éluEs et donc en partie son financement. Pierre Laurent a été clair : « le cœur de notre stratégie : transformer la gauche pour la rassembler... Le maître mot pour nous n'est pas l'autonomie, c'est le rassemblement en allant le plus loin possible au premier tour et en rassemblant toute la gauche au second », et de conclure : « Pas de frontière au rassemblement ».



DR

### La direction a choisi

Le maire PCF de Saint-Denis, Didier Paillard, a tellement bien compris le message, que confronté dans sa propre ville à la candidature du député PS Hannotin, il conclut ainsi son interview dans *l'Humanité* : « L'union, pour l'heure, le PS s'y refuse. Mais je ne renonce pas et ne renoncerai jamais à notre démarche citoyenne de rassemblement à gauche »...

Le Conseil national a validé les noms des têtes de liste des villes de plus de 20 000 habitants. Dans les jours qui viennent, les militantEs du PCF devront trancher le choix entre liste autonome du Front de gauche ou liste commune avec le PS. À Paris où le PS accepte de doubler le nombre d'élus du PCF ou à Toulouse, les choix de la direction sont clairs. Mais pour les militantEs, ça ne sera pas évident.

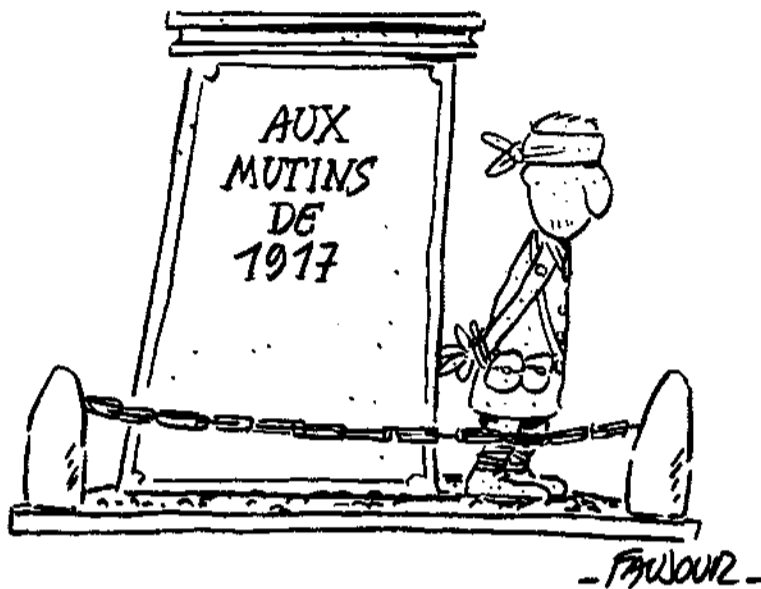
Mélenchon a déjà décidé de déborder provisoirement le PCF sur sa gauche, en annonçant des listes autonomes dans toutes les grandes villes, avec donc dans certaines villes des forces issues du Front de gauche en concurrence... Au niveau des directions, ce débat reste essentiellement tactique, mais parmi les militants, cela rejoint un débat essentiel dont nous devons être partie prenante : être de simples opposants à la politique d'austérité ou construire une véritable opposition politique de gauche à un gouvernement dont les capitulations nourrissent l'extrême droite.

Alain Krivine

14-18

# Fusillés pour l'exemple : la barbarie impérialiste

Alors que l'État se prépare à commémorer le centième anniversaire de la Première Guerre mondiale, cette première grande boucherie impérialiste, une commission officielle d'historiens a remis au ministre des Anciens Combattants, Kader Arif, un rapport au sujet de la réhabilitation des soldats fusillés pour l'exemple.



Plus de 2 500 condamnations à mort furent prononcées et plus de 600 exécutées dont environ 430 l'ont été en 1914 et 1915 après des conseils de guerre improvisés et sommaires. Sur un front qui n'était qu'un immense charnier, sous les obus et la mitraille, des hommes ont eu peur, ont refusé de partir à l'assaut, de tuer ou encore d'obéir à des ordres absurdes donnés par des officiers paniqués. À ces condamnations sommaires s'ajoutent les exécutions sommaires ou les soldats sacrifiés dans des expéditions sans retour.

### Féroces avec les révoltés...

En 1917 a lieu une véritable répression contre la vague des mutineries du Chemin des Dames provoquée par la folle et criminelle offensive décidée par le général Nivelle. Face à l'entêtement de l'état-major, des mutineries éclatent et gagnent progressivement toutes les armées le long du front pendant huit semaines. Elles toucheront 68 divisions sur les 110 qui composent l'armée française. À Craonne, lors des sanglants assauts commandés par Nivelle, ce sont 30 000 hommes qui meurent en 10 jours, 100 000 sont blessés. Sur environ 3 500 condamnations prononcées par les conseils

de guerre contre les soldats mutinés, il y eut 1 381 condamnations aux travaux forcés ou à de lourdes peines de prison et 554 condamnations à mort, dont beaucoup furent cependant amnistiées par Poincaré.

Cent ans après le début de la première guerre pour le partage du monde entre puissances impérialistes, l'opprobre indigne jeté sur ces soldats n'est pas effacée. En 1998, dans un discours prononcé sur le plateau de Craonne, Lionel Jospin avait appelé à ce que « ces soldats fusillés pour l'exemple au nom d'une discipline dont la rigueur n'avait d'égale que la dureté des combats réintègrent aujourd'hui pleinement notre mémoire collective nationale ». Sa déclaration avait suscité une levée de boucliers à droite pour qui la réhabilitation n'était « pas le meilleur exemple à donner » ! Aujourd'hui encore, il se trouve des associations pour refuser une réhabilitation collective de tous les fusillés. « Une solution inenvisageable » pour l'UNC (Union nationale des combattants). « Sur les monuments aux morts, les noms de violeurs seraient alors au côté des noms de soldats morts pour la France. C'est impensable », ose affirmer le général Schmitt ! L'État de la bourgeoisie, ses serviteurs galonnés ont la haine et la morgue tenaces.

### Cléments avec les criminels !

Par contre, ils ont fait preuve de la plus grande mansuétude à l'égard des dirigeants politiques de l'époque, les

Clemenceau et autres responsables de « cette guerre infâme ». Ils n'ont jamais songé à sanctionner ces généraux qui, par aveuglement ou pour leur seule gloire personnelle, par mépris des poilus, simples ouvriers et paysans, ont envoyé à la mort des vagues d'assaut entières. Ils étaient pourtant coupables de crimes de masse. Jaurès avait raison quand il disait dans son dernier discours, à Lyon, le 25 juillet 1914, peu avant d'être assassiné : « Quoi qu'il en soit, citoyens, et je dis ces choses avec une sorte de désespoir, il n'y a plus, au moment où nous sommes menacés de meurtre et de sauvagerie, qu'une chance pour le maintien de la paix et le salut de la civilisation, c'est que le prolétariat rassemble toutes ses forces qui comptent un grand nombre de frères, Français, Anglais, Allemands, Italiens, Russes et que nous demandions à ces milliers d'hommes de s'unir pour que le battement unanime de leurs cœurs écarte l'horrible cauchemar. »

Yvan Lemaître

« Ceux qu'ont l'pognon, ceux-là r'viendront, car c'est pour eux qu'on crève. Mais c'est fini, car les trouffions vont tous se mettre en grève. Ce s'ra votre tour, messieurs les gros, de monter sur l'plateau, car si vous voulez la guerre, payez-la de votre peau ! »  
La chanson de Craonne  
(chanson anonyme de 1917)

## GOUVERNEMENT

## Des paroles et des actes 100% réactionnaires

C'est sans conteste à Manuel Valls que revient la palme du discours le plus nauséabond avec sa sortie raciste contre les Roms « qui ont vocation à revenir en Bulgarie ou en Roumanie ». Il ne fait pas que parler, il agit, en multipliant les démantèlements des campements, en expulsant à tout va.

C'est lui qui donne le « la » de la politique sécuritaire et discriminatoire du gouvernement : abandon du droit de vote des étrangers ou des récépissés des contrôles d'identité, bienveillance avec le syndicat d'extrême droite Alliance à chaque bavure policière, violente remise en cause de la réforme pénale, enterrement de l'amnistie sociale, laïcité sélective masquant mal son islamophobie... À elle seule, cette politique appelle une opposition sans concession. Mais rien ne serait plus faux que de penser que le cours réactionnaire du gouvernement

cantonne à ce seul terrain. La loi de sécurisation (des profits et de flexibilisation) de l'emploi qui reprend les dispositions de l'ANI, permet de réduire les salaires, d'augmenter le temps de travail, d'imposer la mobilité, et autorise les patrons à licencier plus et plus vite. Cette loi s'est accompagnée de la reprise à leur compte par les socialistes de la vieille rengaine de droite sur le « coût du travail », sur le code du travail et les droits des salariéEs comme un frein à l'emploi. C'est le triomphe du Medef. Une orientation confirmée encore tout récemment avec la « compréhension » pressée du gouvernement

à l'égard des délinquants qui enfreignent la loi... en ouvrant leurs magasins le dimanche.

### Un anti-Robin des Bois...

Le budget 2014 accentue le transfert des impôts des entreprises vers les salariéEs. La baisse des dépenses publiques pénalise les plus modestes en sacrifiant les services publics et les budgets sociaux, et pour couronner le tout, ce gouvernement va jusqu'à réintroduire la très sarkoziste « TVA sociale », c'est-à-dire le remplacement des cotisations sociales des employeurs pour la branche famille par la TVA. C'est dans ce contexte d'une véritable contre-révolution fiscale, d'un anti-Robin des Bois qui prend

aux pauvres pour donner aux riches, que le gouvernement choisit d'entonner l'air du « ras-le-bol fiscal », avec un Moscovici qui déclare « Je suis très sensible à ce ras-le-bol fiscal que je ressens de la part de nos concitoyens, qu'ils soient des ménages, des consommateurs, ou qu'ils soient des entreprises, et ça nous l'écoutons ». Ce même Moscovici qui assure aux patrons que les 20 milliards d'euros du Crédit impôts compétitivité des entreprises (CICE) leurs sont offerts « sans contrepartie » et « sans contrôle fiscal ».

Le gouvernement a lui-même enclenché une campagne populiste contre les impôts, et utilise l'indignation populaire contre les hausses d'impôts qui frappent les plus pauvres pour justifier les cadeaux fiscaux aux riches et aux entreprises. Un comble ! Mais la manipulation est lourde de dangers :

l'antifiscalisme, la détestation des impôts sont depuis plus d'un siècle la spécialité de la droite ultralibérale et de l'extrême droite. Chercher à concurrencer sur leur propre terrain les réactionnaires tenants du « trop d'impôts », « trop de fonctionnaires », est un jeu dangereux qui ne peut que les renforcer.

Élu pour virer Sarkozy, non content d'augmenter les inégalités et de semer le désespoir, ce gouvernement n'a de cesse de reprendre à son compte les idées qui constituent le fonds de commerce de la droite et de l'extrême droite. Nous avons donc deux raisons de le combattre frontalement : parce qu'il est immédiatement dangereux par sa politique d'austérité et parce que à chaque nouvelle mesure, à chaque nouvelle déclaration, il ouvre un peu plus la porte au Front national.

Christine Poupin

SOUDAN

# La dictature ébranlée

*En menant une politique répressive, intégriste et ethnique, Omar el-Béchir a précipité la scission de son pays entre le Soudan et le Sud-Soudan composé essentiellement d'animistes et de chrétiens. Une crise dans laquelle s'engouffre aujourd'hui la mobilisation populaire...*

**A**vec la scission, c'est donc plus des trois quarts des ressources pétrolières qui ont été perdues pour le Soudan, autant de revenus en moins pour ce pays. À cela s'ajoute la crise pétrolière qui a éclaté entre les deux pays, depuis l'accession du Sud-soudan à l'indépendance et qui le prive quasiment des revenus de transit de l'or noir. Ainsi, les observateurs considèrent que 60% des revenus du pays s'en trouvent amputés.

Cette crise, Omar el-Béchir est bien disposé à la faire payer à sa population, notamment les populations les plus fragilisées et premières touchées par la mesure de suppression des subventions au prix des carburants. Ainsi les dirigeants islamistes appliquent-ils les mêmes mesures que celles préconisées par le FMI et la Banque mondiale et qui font des ravages, notamment sur le continent africain. Et ce sont les plus pauvres, ceux qui habitent loin du centre ville, qui doivent

supporter la plus forte augmentation des coûts de transport. La clique au pouvoir préfère consacrer les deux tiers de son budget à la guerre en négligeant les populations dont la moitié est considérée comme pauvre. Omar el-Béchir a pris le pouvoir en 1989 par un coup d'État qui a renversé Sadeq al-Mahdi pourtant élu, et a dissous les partis politiques, l'Assemblée nationale, instaurant une dictature islamiste en menant une politique de répression sur les minorités. Ce qui lui vaut une inculpation pour crime contre l'humanité par le Tribunal pénal international.

### Imposer le départ de Béchir

De nombreuses manifestations sont en train de s'étendre sur l'ensemble du pays contre cette politique

d'austérité. Le régime de Béchir a déclaré qu'il maintiendrait coûte que coûte cette mesure, et tente de l'imposer à l'aide d'une répression implacable, qui a déjà fait des dizaines de morts, et en procédant à de nombreuses arrestations de militants des partis de l'opposition. Dans le même temps, il désinforme les populations en expliquant que ces manifestations sont des manœuvres de rebelles armés du Darfour et du Sud Kordofan. Ainsi il n'hésite pas à brandir le chiffon rouge d'une attaque de ces rébellions sur Khartoum, la capitale du Soudan, et par là-même il tente d'effrayer tous les individus sur le risque de massacres qu'ils encourraient si une telle éventualité se produisait. De nouveau el-Béchir tente de rester au pouvoir en instillant une politique ethniciste contre les populations des périphéries de Khartoum. Les mobilisations populaires, qui se font de plus en plus fortes, prennent un tour directement politique et mettent le pouvoir en cause en exigeant le départ du dictateur. La classe dirigeante se montre plus prudente dans son soutien à el-Béchir : ainsi ce sont 31 cadres du Parti du Congrès national, le parti islamiste au pouvoir, qui se désolidarisent de leur chef, condamnent la répression et appellent à la suppression de cette mesure. Ce fait est d'autant plus alarmant pour Béchir que, parmi les 31 signataires de ce mémo, se trouvent des responsables de l'armée. Il n'est donc pas sûr que cette dernière continue encore longtemps à le soutenir. Une opportunité dont pourrait bien se saisir une population exaspérée pour imposer un changement.

**Paul Martial**



USA

# Démocrates et Républicains d'accord sur le fond

*Obama est obligé de renoncer à une tournée en Asie tandis que les négociations commerciales entre les USA et l'Europe sont ajournées. Une partie des administrations américaines sont fermées. C'est le «shutdown»...*

**L'**année fiscale aux États-Unis prend fin le 30 septembre. Le projet de budget de l'année suivante doit être approuvé par la Chambre des représentants, le Sénat et le président. Ce qui n'a pas eu lieu. Un grand nombre de Républicains, notamment de la frange la plus droitière du parti, le Tea party, veulent à tout prix empêcher l'application de la loi de réforme du système de santé «Obamacare». Ils bloquent donc tout texte budgétaire ne contenant pas au moins un report de la réforme. Tout n'est pas arrêté: la justice et les services jugés essentiels à la sécurité et la protection du pays sont épargnés. Obama avait auparavant fait de nombreux compromis avec les Républicains, alors que les Démocrates étaient majoritaires dans les deux chambres. S'il refuse aujourd'hui de reculer, c'est parce que cela anéantirait la seule réforme marquante de sa présidence. Malgré ses insuffisances (elle ne met pas en place un système couvrant tous les Américains), cette réforme est populaire. Obama ne ferme pas la porte à des aménagements de sa réforme.

### La vie à crédit

Avant la mi-octobre, les élus doivent se mettre d'accord pour relever le plafond de la dette fédérale, pour l'instant 16 700 milliards de dollars (12 325 milliards d'euros). Faute d'accord à la mi-octobre, les États-Unis seront contraints de faire défaut sur une partie de leurs obligations. Là aussi, les Républicains extrémistes ont déjà indiqué qu'ils voulaient utiliser ce levier pour tenter de démanteler la loi sur l'assurance santé. Cette situation rappelle l'importance de l'endettement américain: les États-Unis vivent à crédit, sans difficulté majeure jusqu'ici car la Chine et d'autres pays achètent sans problème les titres des emprunts fédéraux. La pression des Républicains les plus à droite pèse sur la politique économique du gouvernement fédéral, ce qui est un facteur d'incertitude supplémentaire en cette période de crise. C'est donc la Réserve fédérale (la banque centrale des États-Unis) qui s'active: elle soutient l'économie mais d'abord les intérêts de la finance. Ainsi, elle a différé le mois dernier le début de repli de ses programmes de soutien aux banques, en partie à

cause de la menace du «shutdown». Le Tea party capitalise sur l'exaspération d'une partie des couches moyennes et populaires face aux «politiciens de Washington», bien que son discours anti-impôts soit

en fait favorable aux riches. Mais l'essentiel n'est pas là: Républicains et Démocrates ont en fait plus de points d'accords que de désaccords, et convergent pour faire supporter aux couches populaires le poids de la crise. Amplifié par des considérations électorales, le tumulte actuel porte donc plus sur les modalités de la politique que sur le fond.

**Henri Wilno**



## Le monde en bref

ITALIE

# Après Berlusconi, les luttes

**S**ous la pression des forces de la bourgeoisie italienne et européenne, désireuses d'un cadre stable de gouvernement, Berlusconi a dû se résoudre à confirmer le gouvernement de Letta. Une défaite qui accélère sa chute. Le gouvernement d'unité nationale, par l'intermédiaire du syndicat patronal, a déjà présenté ses exigences: dégrèvements fiscaux supplémentaires et nouvelles coupes dans les dépenses publiques. Des exigences signées aussi par les dirigeants syndicaux... Depuis le début de la crise, le PIB est tombé de 8%. Rien qu'en 2013 le nombre de personnes en difficulté a augmenté de 2 millions. 8 à 9 millions de pauvres et plus de trois millions de chômeurs, soit près de 12% de la population active. Pour les jeunes, record historique de plus de 40%. Et 3 millions de travailleurs précaires. Sur fond d'écroulement du pouvoir d'achat des familles (-4,7% sur l'année 2012). Il n'y a pas d'autre voie que de revenir à la lutte et aux grèves, même si c'est difficile, même si certains pensent que c'est inutile. Pour cela, il faut soutenir la grève générale du 18 octobre pour la défense des salaires, du travail et des droits, et participer aux manifestations à Rome et à Milan. Le lendemain aura lieu à Rome la manifestation nationale des associations sociales, pour le logement, pour la défense des territoires.

**De Rome, Franco Turigliatto**  
Version longue sur le site du NPA

PAYS BASQUE

# Halte à la répression

**L**e 30 septembre dernier, 18 membres d'Herrira (mouvement de soutien aux prisonniers et exilés politiques basques) ont été interpellés par la police espagnole. Si 14 d'entre eux ont été libérés le 3 octobre à la fin de la garde à vue, les quatre autres ont dû payer une caution de 20 000 euros pour leur libération. Aucun n'en a fini avec la «justice». Ils ne peuvent quitter l'État espagnol et sont mis en examen pour «financement et intégration de bande armée» et «apologie du terrorisme». Rappelons que l'ETA a définitivement arrêté la lutte armée depuis presque deux ans et que l'ensemble du mouvement abertzale (nationaliste basque) s'implique dans le processus de paix... Sur décision de l'Audiencia Nacional de Madrid, l'activité d'Herrira est paralysée pour deux ans avec la fermeture de ses locaux et de ses sites web, ainsi que le blocage de ses comptes bancaires. Cette opération policière vient après le mandat d'arrêt européen à l'encontre de Jokin Aranalde, porte-parole du comité des exilés. Une nouvelle fois, le gouvernement espagnol montre son refus de faire le moindre geste pour la résolution du conflit basque. Il criminalise les organisations et personnes qui agissent en faveur de cette résolution: Emilie Martin, responsable d'Herrira au Pays basque Nord, figure dans le dossier des 18.

Le gouvernement français marche main dans la main avec Madrid. Le MAE de Jokin a été validé par le tribunal de Pau. Et le jour même de l'opération contre Herrira, Christiane Taubira signait à Paris avec son homologue espagnol une déclaration commune pour «renforcer le dispositif de lutte contre le terrorisme»...

Des manifestations ont eu lieu dans de nombreuses villes du Pays basque, violemment réprimées comme à Hernani, massives comme à Bilbao. Le mouvement répond donc en intensifiant la mobilisation.

**Claude Larrieu**

# Contre-révolution fiscale

Depuis trente ans, une politique fiscale libérale est en œuvre consistant à faire en sorte que les plus riches et les entreprises, notamment celles qui font le plus de profits, payent de moins en moins...

Aujourd'hui de gauche comme hier de droite, sous prétexte de « croissance » ou comme on dit maintenant de « compétitivité », les gouvernements qui se sont succédé ont permis de baisser la fiscalité des plus riches et des entreprises. C'est le gouvernement Jospin, avec Laurent Fabius comme ministre des Finances qui, en 2000, a donné le signal de la baisse de l'impôt sur le revenu. La droite a ensuite accéléré ce processus qui a abouti à une forte baisse de la progressivité de l'impôt sur le revenu et à la taxation plus importante des revenus du travail par rapport à ceux du capital. La première mesure fut de baisser le nombre de tranches d'imposition. Le barème a été ramené à cinq tranches, alors qu'au début des années 1980, il existait treize tranches. Le barème de la tranche la plus élevée est passée de 65 % en 1982 à 45 % en 2012.

Dans la même période, le taux de l'impôt sur les sociétés qui était encore de 50 % en 1985 est aujourd'hui de 33 % en principe. En pratique, il est de 28 % pour les très petites entreprises, de 22 % pour les PME... et de 8 % pour les sociétés du CAC40 (sans parler de l'entreprise Total qui était à 0 % en 2011 !). Il sera une nouvelle fois abaissé à hauteur de 13,476 milliards d'euros rien que pour l'année 2014. On attend la suite avec impatience...

## Entre gens de bonne compagnie...

Il y a bien sûr les petits cadeaux fiscaux entre amis, comme le bouclier fiscal de droite (700 millions d'euros...) et le crédit d'impôts compétitivité de gauche (à hauteur de 20 milliards d'euros) sans aucun contrôle fiscal. Il y a aussi les promesses sans lendemain et les renoncements, comme la taxation à 75 % totalement abandonnée. Enfin, il y a les dispositifs tout à

faits légaux d'optimisation en tout genre, telles les niches fiscales. Certes, toutes les niches ne bénéficient pas qu'aux riches, mais les stratégies d'optimisation et de défiscalisation restent l'apanage des plus aisés et leurs permettent d'alléger, voir d'éviter, l'impôt, permettant aujourd'hui de parler de régressivité de l'impôt et non plus de progressivité.

De plus, depuis trois décennies, les gouvernements de gauche comme de droite ont démultiplié les mesures fiscales dérogatoires au point d'en arriver à une fiscalité complexe et illisible pour le plus grand nombre, rendant encore plus inégalitaire l'impôt. Ces baisses n'ont pas permis de « relancer la croissance ou l'emploi » comme l'ont prétendu les différents gouvernements. Elles ont, au contraire, privé la collectivité de recettes cruciales, pour le financement des services publics, par exemple la construction de logements sociaux...

## Qui est vraiment écrasé ?

L'ensemble des impôts sont payés par différents secteurs de l'économie. Le tableau suivant présente l'ensemble de ces impôts payés en 2012 dans l'état actuel de la législation et du contrôle fiscal (quotient familial, existence d'une foule de niches fiscales, tolérance des paradis fiscaux...).

On distingue les impôts sur la consommation (TVA, taxes sur différents produits : produits pétroliers, tabac, boissons alcoolisées...), les impôts sur la

gouvernement qui leur propose alors des « aménagements », ou même recule complètement : Moscovici vient ainsi d'annoncer ce dimanche l'abandon du projet de taxe sur l'excédent

égalitaire des ménages en matière de TVA ne se retrouve pas du tout dans l'impôt sur le revenu, par exemple avec le système du quotient familial qui procure une réduction d'impôt croissant avec

d'euros par an le manque à gagner pour l'État. De 60 à 80 milliards, a estimé, le 21 mai, Bernard Cazeneuve, ministre du budget. Ces chiffres sont de l'ordre de grandeur du déficit public !

Impôts 2012 (en milliards d'euros)	Total	Sociétés non financières	Sociétés financières	Administrations publiques	Ménages
Impôts sur la consommation	227	61	3	15	148
Impôts sur la production	92	57	7	10	18
Impôts sur le revenu et la fortune	248	33	13		201
<b>Total</b>	<b>567</b>	<b>151</b>	<b>23</b>	<b>24</b>	<b>367</b>
<b>En %</b>	<b>100</b>	<b>26,6</b>	<b>4,1</b>	<b>4,3</b>	<b>64,7</b>

production (les trois cotisations des entreprises qui ont remplacé, à la baisse, l'ancienne taxe professionnelle, les taxes foncières, perçues par les collectivités locales, la taxe sur les salaires perçue par l'État...), et les impôts sur le revenu et la fortune (impôt sur le revenu des personnes physiques, CSG, impôt sur les sociétés, ISF et droits de succession, tous perçus par l'État, et la taxe d'habitation perçue par les collectivités locales).

### Plaire pas la bouche pleine...

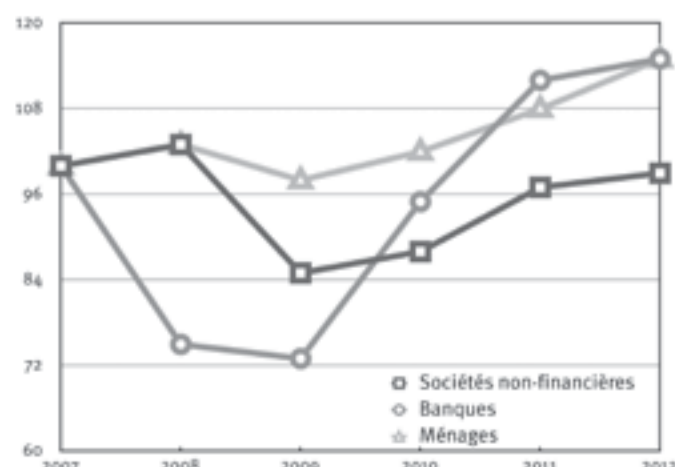
Les ménages paient donc environ deux-tiers du total des impôts (et même plus de 80 % des impôts sur le revenu et la fortune !), les sociétés non financières un quart et les banques et assurances à peine 4 %. Et pourtant le Medef, les petits patrons et les gros banquiers, ainsi que les médias à leur service, crient au matraquage fiscal, et ils sont généralement entendus par le

brut d'exploitation qui devait rapporter 2,5 milliards d'euros... Pourtant depuis plus de 20 ans, toutes les réformes sont allées dans le même sens : en baisse pour les entreprises, en hausse pour les ménages.

### Inégalités fiscales

En outre, les ménages supportent maintenant la CSG, dont le montant est presque le double de celui de l'impôt sur le revenu, mais cela est peu connu car Rocard, le père de la CSG, a été assez malin pour que cette CSG soit prélevée à la source et n'apparaisse donc pas sur la feuille d'impôt. Mais surtout, tous les ménages, même les plus pauvres, paient la TVA et les autres impôts sur leurs achats, la plupart paient aussi la taxe d'habitation, et celle-ci augmente parfois fortement car les collectivités locales se voient transférer certaines dépenses par l'État, mais sans les ressources correspondantes. Ce traitement

le revenu. Et il n'y aura pas de « pause fiscale » pour les ménages les plus modestes qui paient au moins 10 % de leur revenu en TVA et autres impôts indirects. Il faut souligner qu'aucune de ces « réformes » ne s'est attaquée à la fraude fiscale qui grève les finances publiques, et dont on connaît des estimations. Le rapport Bocquet évaluait en mai 2012 à 50 milliards



### Qui paye ?

Le graphique ci-dessous présente l'évolution des impôts payés par les trois secteurs : sociétés non financières, banques et ménages, depuis l'année de base 2007 (qui est la base de 100).

La crise de 2008 entraîne un effondrement des résultats (et donc des impôts) des banques, qui pèsent en 2009 sur les résultats des deux autres secteurs, mais beaucoup plus sur les sociétés non financières que sur les ménages. À partir de 2010, les situations s'améliorent et les impôts recommencent à croître, mais sans rattraper les creux précédents. Et le secteur financier, responsable de la crise due à l'explosion des opérations spéculatives, a bénéficié non seulement d'une baisse de ses impôts, mais a reçu une aide massive de la part du gouvernement et cela sans aucune contrepartie en terme de contrôle public, sans même parler évidemment de nationalisation...



# IMPÔTS : S VOUS SEREZ OU MISÉRAL

**P**endant des semaines, au moment même où nous avons l'air d'être dans un climat d'ambiance à gauche comme à droite a été de dénoncer le gouvernement à décréter une « pause fiscale »...

C'est le ministre de l'économie lui-même, Pierre Moscovici, qui a crié au loup en premier repris en cœur par les réactionnaires de tout poil. On pourrait s'étonner que le Parti socialiste reprenne désormais des thèmes traditionnellement si chers à la droite, mais rien de nouveau puisque déjà en 1988, Mitterrand avait déjà surfé sur le thème du « ras-le-bol fiscal ». Ras-le-bol appuyé par des sondages (c'est dire que cela doit être vrai...) où les sondés répondent majoritairement qu'ils voudraient payer moins d'impôts, comme c'est le cas depuis des décennies.

### Le poids de l'impôt ?

Pourtant la France est l'un des pays où l'impôt sur le revenu est le plus faible (surtout pour les plus aisés), même quand on y adjoint la contribution sociale généralisée (CSG). Miné par les niches et autres dégrèvements, les impôts directs sur le revenu ne représentaient que 7,3 % du PIB en 2010, contre 8,8 % en Allemagne et 10 % au Royaume-Uni. Mais pour faire croire que nous croulons sous le poids de l'impôt, les commentateurs en tout genre mettent en avant le chiffre de l'ensemble des prélèvements (impôts, cotisations, taxes diverses). L'ensemble des taxes représentait 42,9 % de la richesse nationale en 2010, moins que le Danemark (47,6 %) mais bien plus que le Royaume-Uni (34,9 %). Ces chiffres n'ont pas de sens, car ils comparent des services rendus totalement différents selon les pays.

LES  
IMPÔTS  
C'EST L'INVERSE  
DU RAS-LE-BOL  
FISCAL...





# selon que puissant ble...

Dossier réalisé  
par Sandra Demarcq  
et Jacques Cherbourg

ons reçu nos avis d'imposition sur le revenu, le discours  
sur tous les tons et médias le « trop d'impôts » poussant  
en faveur des seules entreprises et des plus riches !

ou à la santé, mais il n'est pas certain  
que ce soit très populaire.  
L'objectif du discours actuel sur le  
poids des impôts est une nouvelle  
fois de favoriser les plus riches et  
les entreprises. La « pause fiscale »  
décrétée par le gouvernement n'est

qu'un leurre pour la majorité de la  
population. En revanche, elle sera  
bien réelle pour les entreprises. Le  
supposé ennemi d'hier est devenu  
le meilleur allié du gouvernement  
Hollande-Ayrault, au détriment de  
la majorité de la population.



# Pour une révolution fiscale!

Nos propositions reposent sur un principe directeur qui consiste à privilégier les impôts directs et les impôts progressifs. La fiscalité doit être compréhensible par touTEs, ce qui est la condition même pour qu'elle puisse donner lieu à un véritable débat démocratique dans lequel les arbitrages politiques seraient réellement maîtrisés par tous.

## L'impôt sur le revenu

La création de nouvelles tranches permettrait d'établir une réelle progressivité, ainsi que la création d'un taux marginal à 100% à partir d'un certain niveau de revenu (260 000 euros par an). L'ensemble du revenu des personnes physiques doit être pris en compte dans la base imposable. Quelle que soit leur nature, tous les revenus doivent être taxés de la même façon. Enfin, nous pensons qu'il faut supprimer le quotient conjugal et réviser le quotient familial.

## L'impôt sur les sociétés

Nous défendons le retour à une imposition à 50% (qui était le taux appliqué jusqu'en 1985). Un simple retour à ce niveau d'imposition, même sur les bases de calcul actuelles, permettrait de faire passer l'impôt sur les sociétés de 36 milliards à 54 milliards d'euros, soit 18 milliards de plus...

## Les impôts indirects

L'essentiel est constitué par la TVA qui est payée par tous mais pas de la même manière. Pour les bas revenus, tout est consommé, donc soumis à la TVA. Au-dessus d'un certain montant, une partie du revenu se trouve épargnée et y échappe ainsi. En somme, plus on est riche, moins on paye ! La justice fiscale imposerait donc de réduire drastiquement la part des impôts indirects dans l'ensemble des recettes. Cela ne veut pas dire que l'on s'interdit toute action par l'impôt indirect, mais elles doivent être ciblées sur les comportements sociaux les plus discutables de façon à les limiter au maximum. Par

INVESTISSEZ  
DANS L'ART  
C'EST  
DÉFISCALISÉ !



-FAUJOUR-

une succession se prépare au cours de la vie par des montages financiers adéquats aux types de biens à transmettre, sociétés civiles immobilières (SCI), donations tous les six ans, recours à l'assurance vie... Nous sommes pour une taxation des successions selon un barème aussi fortement progressif que l'impôt sur le revenu et qui s'accompagne de la suppression de toutes les possibilités d'évasion qui ont été mises en place. Depuis sa mise en place en 1982 sous Mitterrand, « l'impôt de solidarité sur la fortune » (ISF, à l'époque IGF) se caractérise par une assiette étroite puisque en sont

d'habitation perçue par les communes est un impôt particulièrement injuste alors qu'il constitue un des principaux impôts sur les bas revenus. Il existe une forte disparité entre les communes : il est ainsi notoire que, par exemple, la taxe d'habitation est faible à Paris et forte dans les communes des banlieues les plus populaires. Sa base de calcul est la valeur locative des logements, elle-même déterminée de manière plus que contestable et remontant au début des années 1970, ce qui représente un avantage pour les propriétaires et locataires des centre-villes où la proportion de personnes à revenus élevés est souvent plus importante.

exclus les œuvres d'art et de collection, partiellement les bois et forêts et les biens professionnels baptisés pour la circonstance « outils de travail » (l'entreprise L'Oréal est ainsi un outil de travail pour les Bettencourt !). La droite n'a eu de

Nous pensons que le logement constitue un besoin fondamental des individus et que la taxe d'habitation doit donc reposer sur une base qui renvoie aux moyens contributifs de chacun et non au type de logement.

La taxe foncière est liée à la propriété. Il convient également de modifier cet impôt : la valeur des biens prise en compte pourrait être la valeur vénale déclarée par les contribuables qui serait opposable en cas de revente (avec possibilité de préemption par les communes).

La taxe professionnelle, qui a été remplacée par trois cotisations en 2010, a été l'occasion d'un cadeau aux entreprises : 22 milliards de TP en 2007 et seulement 19,6 en 2012, alors que l'impôt sur le revenu a augmenté de 22% sur la même période.

“ La justice fiscale imposerait donc de réduire drastiquement la part des impôts indirects dans l'ensemble des recettes

exemple, si l'on veut freiner l'utilisation de la voiture individuelle, nous ne pouvons pas être, comme le proposent certains écologistes, pour l'augmentation de la Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (ex-TIPP) car cela touche les personnes les plus modestes, contraintes, par le prix du foncier, d'habiter en dehors de toute zone bien desservie par les transports publics. Par contre, rétablir une taxe sur les véhicules (la fameuse vignette) au-dessus d'un certain nombre de chevaux, notamment pour les 4/4, serait pertinent.

Taxer directement certaines pratiques sociales de la bourgeoisie pour en limiter les nuisances pour l'ensemble de l'humanité ne devrait pas nous poser problème. Il convient de veiller à ce que la fiscalité ne renforce pas les phénomènes d'exclusion. C'est la raison pour laquelle nous sommes donc favorables à la suppression de la TVA et de la TICPE.

## Les impôts sur le patrimoine

Le principal recul de ces dernières années porte sur l'impôt sur les successions. Après les mesures prises sous la présidence Sarkozy, 95% des successions ne donnent lieu à aucune imposition. Cela favorise une forte croissance des inégalités de patrimoine. De plus, il existe de nombreuses possibilités d'évasion : pour les familles fortunées,

cesse d'affaiblir encore plus cet impôt, par l'instauration du bouclier fiscal et d'exonérations supplémentaires, et le PS de retour au pouvoir n'a rien remis en place. Notre proposition est de construire un impôt sur la fortune incluant l'ensemble du patrimoine, « outils de production » et œuvres d'art compris et qui soit fortement progressif (avec suppression de l'abattement sur la base fiscale).

## Les impôts locaux

Pour les impôts locaux, un des principaux problèmes réside dans les inégalités de richesse entre communes (liées à la présence d'entreprises et/ou de ménages à revenus élevés). Outre leur réforme, il conviendrait donc d'organiser une péréquation entre les communes d'une même région sur la base du nombre d'habitants. La taxe



-FAUJOUR-

AUBERVILLIERS (93)

## En grève contre la réforme des rythmes scolaires

Ces derniers jours, Aubervilliers a connu une forte mobilisation contre la mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires imposée par la municipalité.

La mairie avait décidé au printemps dernier de mettre en place la réforme en occultant complètement la mobilisation des enseignantEs et des parents d'élèves qui s'y opposaient déjà. Et depuis le rentrée, la colère n'est pas retombée. Pour preuve ce jeudi 3 octobre où 95% des enseignants de la ville étaient en grève pour demander la suspension immédiate de la réforme.

### Soutien des parents

Cette grève est soutenue très largement par les parents venus en nombre au rassemblement devant la mairie où les 600 personnes présentes ont montré leur détermination. Le maire a répété que c'était une bonne réforme, qu'il allait trouver des financements. Pour lui, les enseignantEs sont à l'origine des dysfonctionnements existants...

Les problèmes sont pourtant nombreux : des enfants très fatigués, des activités proposées qui ne sont pas toujours de qualité, en raison du manque de locaux et de moyens financiers. Des animateurEs démunis, avec des contrats précaires de 8 heures, recrutéEs et forméEs dans la précipitation au mois d'août, se retrouvent avec des groupes d'enfants supérieurs au taux légal d'encadrement. La mobilisation continue : les parents d'élèves ont bloqué une dizaine d'écoles et un nouveau rassemblement a eu lieu à l'occasion de l'inauguration du conservatoire par le maire. Les enseignantEs discutent d'une nouvelle grève très prochainement, en espérant que les autres communes subissant cette réforme absurde entrent dans la lutte.

Correspondant

RETRAITES

# S'opposer jusqu'au bout

À partir de lundi 7 octobre, la démocratie à la sauce V<sup>e</sup> République va prendre la main pour valider la contre-réforme des retraites. Pris entre son acceptation des injonctions de la finance, du Medef et de la troïka européenne et les baromètres électoraux, le gouvernement s'apprête à faire voter par le Parlement la première réforme de « gauche » entraînant des reculs en matière de retraite.

Ce simulacre de démocratie vient après des mois passés à déverser des tonnes de contre-vérités, des semaines de pseudo-concertation avec des directions syndicales plus soucieuses de dialogue social que de d'affrontement avec le gouvernement.

### Tergiversations

La mobilisation du 10 septembre donnait pourtant des possibilités de construction d'une mobilisation pouvant imposer des reculs au gouvernement. Mais pendant que les directions syndicales (CFDT, CFTC, CFE-CGC) totalement impliquées dans le soutien au projet gouvernemental

se félicitaient ouvertement de la mise en œuvre du projet, la CGT, la FSU et FO refusaient de tenter d'amplifier la mobilisation. L'annonce d'une bien floue semaine d'action de la CGT du 7 au 11 octobre, de la journée d'action du 15 octobre par FO, fournissait peu de possibilités aux équipes militantes pour tenter de relancer la mobilisation. De nombreuses équipes CGT ont, dans le temps d'attente de la décision de FO, critiqué ouvertement la passivité de la direction confédérale. La permanence téléphonique confédérale, la commission exécutive confédérale, le conseil national de la fédération métaux et les instances de bien des fédérations ont vu remonter

de nombreuses protestations de la « base » et de structures intermédiaires. De même, des critiques ont été émises dans de nombreuses commissions exécutives d'unions départementales ou de syndicats importants. Appuyées par d'autres unions locales et syndicats, cinq unions locales du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais ont appelé à un rassemblement devant l'assemblée nationale. Et bien d'autres initiatives locales ont été prises pour tenter de maintenir la pression. Confrontée à cette montée de protestations, la direction confédérale CGT a décidé d'entraîner la FSU, FO et Solidaires dans des initiatives en

Ile-de-France. Jeudi 10 octobre, « un rassemblement interprofessionnel, avec conférence de presse devant le ministère du Travail, à partir de 12h30 » et mardi 15 octobre, « une journée de mobilisation... avec un rassemblement et une manifestation régionale à 12h30 au départ de Saint-Augustin qui rejoindrait le rassemblement unitaire » initié par FO « sur le pont de la Concorde, face à l'assemblée nationale ».

### Ne pas renoncer

Pas de quoi peser sur un débat parlementaire qui se concentre sur l'intégration ou pas des stages effectués après un master (bac+4), dans le calcul des annuités validées, dans la limite de deux trimestres qui pourraient être rachetés à tarifs bonifiés ! Quant aux 400 amendements, déposés pour l'essentiel par le Front de gauche, députés et sénateurs ne pourront même pas faire croire à l'existence d'un débat démocratique, le gouvernement ayant décidé d'engager une procédure accélérée. Il n'y aura donc qu'une seule lecture du texte par chambre.

Sauf sursaut dans les mobilisations des deux prochaines semaines, le gouvernement PS-EELV, fortement appuyé par la CFDT réussirait ainsi le tour de forces d'imposer des reculs plus importants que ceux imposés par Sarkozy-Fillon-Woerth avec moins de mobilisations !

Pas étonnant que le désarroi, le découragement gagnent les militantEs, les équipes syndicales et se traduisent électoralement par la chute de la « gauche » et la progression de l'extrême droite. Il nous reste quelques jours pour convaincre que la défaite n'est pas inéluctable, qu'une autre stratégie de mobilisation donnerait des résultats plus probants. Les enjeux d'une telle bataille dépassent largement la question sociale pour s'inviter pleinement dans la situation politique. Les conséquences seraient d'abord une nouvelle détérioration brutale des conditions d'existence de millions de salariéEs, mais aussi un nouveau recul dans les espérances sociales et politiques. Pas question pour nous d'abandonner ces combats.

Robert Pelletier

Rassemblement « la retraite, une affaire de jeunes » à Paris le 18 septembre. CLAUDE SZMULEWICZ



SNCF

## Lutter contre la réforme

Le 16 octobre, le projet de réforme ferroviaire va être présenté au Conseil des ministres, pour un examen au Parlement au premier semestre 2014 et une application au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Le gouvernement et la direction SNCF veulent accélérer l'ouverture à la concurrence du chemin de fer, c'est-à-dire le processus de privatisation. La direction SNCF a déjà pris de l'avance : aujourd'hui, presque toutes les missions remplies par des cheminots SNCF (conduire un train, réparer une rame, entretenir les voies, vendre des billets, accueil des voyageurs...) sont

aussi remplies par des filiales de droit privé de la SNCF, qui font le même travail pour moins cher (avec du personnel sans le statut et la réglementation du travail SNCF). La concurrence, c'est en réalité l'auto-concurrence ! Cela aboutit à des suppressions de postes (-30 000 en 10 ans), à l'augmentation de la charge de travail, et aussi à rogner sur les investissements et les



dépenses d'entretien. Les causes majeures de la catastrophe ferroviaire de Brétigny...

### Démantèlement et reculs

La réforme commence par diviser la SNCF en trois entreprises. La « SNCF » (maison mère) : une coquille vide avec quelques milliers de chefs, mais qui encaisserait les bénéfices des 2 autres entreprises filiales. La filiale « SNCF Réseau », propriétaire et gestionnaire du réseau ferré (mission coûteuse en investissement et non privatisable), et qui absorberait les 55 000 agents des postes d'aiguillage et de l'entretien des voies (soit un tiers des cheminots). Enfin, la filiale « SNCF Mobilités », qui devra faire rouler les trains et les commercialiser, et qui regrouperait les 110 000 cheminots restants, en attendant de pouvoir les transférer par lots au privé, au rythme des appels d'offres (à partir de 2019)...



# COMMERCE **Nos dimanches et nos nuits ne sont pas à vendre**

*Sephora, le bricolage et maintenant Monoprix: les médias dominants mettent sous le feu des projecteurs une armée de salariés volontaires pour travailler la nuit comme le dimanche. Cette « mobilisation », largement encouragée par les entreprises en question, doit cependant être ramenée à sa juste proportion.*

**S**alariés contre syndicats ? Chez Sephora, qui bafouait depuis 1996 dans son magasin des Champs Élysées la loi interdisant le travail de nuit pour ce type d'activité, c'est une centaine de salariés sur 300 (4 000 sur toute l'enseigne) qui ont été jusqu'à assigner en justice les syndicats à l'origine de la décision judiciaire, alors même que selon les chiffres fournis par la société, moins d'une cinquantaine sont réellement concernés par le travail passé 21h.

À Castorama et Leroy-Merlin, condamnés eux à fermer une dizaine de magasins sous peine d'astreinte suite à la plainte d'un de leurs concurrents, c'est seulement 15% du personnel qui est concerné par le travail dominical. À Monoprix enfin, c'est la CGT, majoritaire, qui a fait usage de son droit d'opposition suite à un accord qui repoussait la fermeture d'une centaine de magasins à 22h. Un tel volontariat s'explique d'abord par la faiblesse des salaires du secteur: un tiers

du personnel de Sephora est à temps partiel (l'enseigne a pourtant doublé son chiffre d'affaires en 5 ans) et la majeure partie des salariées de ces enseignes de bricolage gagne moins de 1300 euros net par mois. Pour beaucoup d'étudiants, il est indispensable de travailler le week-end, le plus souvent au détriment de leurs études. Pour autant, il ne s'agit pas d'opposer ces volontaires aux autres, mais il est clair que la masse des salariés du commerce est bien décidée à ne pas brader ses dimanches et ses nuits... au nom de la liberté du travail!

## **Contre ce marché de dupes, la riposte!**

Ces employés ne vivent pas sur une île déserte: demain, en banalisant le travail dominical et de nuit, il deviendra

un jour de travail comme les autres... et sans majoration! C'est le cas, par exemple, pour ceux de l'hôtellerie-restauration où le dimanche est considéré comme un horaire ordinaire. Plus encore, le patron sera tenté de ne recruter à l'embauche que les seuls volontaires. Il en était ainsi au Virgin Mégastore des Champs-Élysées, ouvert 7 jours sur 7 et jusqu'à minuit, avec l'effet remarquable sur l'emploi qu'on connaît depuis... Enfin, les travailleurs d'autres secteurs seront entraînés à leur tour pour assurer l'ouverture non-stop des services (crèches, transports, banques, etc.). Fort du succès de la fermeture de Sephora, l'intersyndicale CLIC-P a entamé une campagne (conférence de presse et affichage) pour répondre à ce bourrage de crânes, prépare de nouvelles

assignations d'entreprises contrevenantes ainsi que des manifestations. Le départ de FO du comité, sur une ligne d'auto-affirmation à l'instar des retraités, ne devrait rien changer, tout comme l'affiliation du SECI, exclu de la CFTC car jugé trop combatif, à l'UNSA. La CFDT privilégie elle la voie contractuelle, pourtant désavouée à Monoprix. La CGT, avec sa fédération qui regroupe le plus grand nombre de syndiqués du commerce, est, elle, décidée à mettre le paquet sur le sujet, tout comme Solidaires, implanté dans plusieurs entreprises emblématiques (Apple, La Fnac, etc.). C'est en luttant ensemble que nous imposerons à l'ancien PDG de La Poste, le sinistre Bailly, chargé par Ayrault de mettre à plat ce dossier, nos revendications!

**LD**

# AMIANTE **Travailleurs empoisonnés**

*Un bilan humain effrayant. 35 000 travailleurs sont morts, en France, d'une maladie de l'amiante, entre 1965 et 1995, et de 50 000 à 100 000 décès sont encore attendus d'ici 2025.*

**S**elon l'Organisation internationale du travail (19 janvier 2006), 100 000 personnes meurent chaque année, dans le monde, du fait de l'amiante... Il y a tout juste 100 ans, le 6 juillet 1913, un décret instituait des précautions pour le nettoyage des poussières toxiques dans les ateliers. Le décret du 31 août 1950 créait un nouveau tableau des maladies professionnelles du Code de la Sécurité sociale, le n°30 (affections professionnelles consécutives à

l'inhalation de poussières d'amiante). En première ligne y figure l'asbestose, une des principales maladies dues à l'amiante avec les cancers de la plèvre et les cancers broncho-pulmonaires. Le 24 décembre 1996 est édicté le principe d'interdiction générale... de toutes variétés de fibres d'amiante et de tout produit en contenant. Depuis 1906, date du bulletin de l'inspecteur du travail Auriabault alertant sur les dangers de l'amiante, la toxicité de l'amiante est de notoriété

publique... et depuis cent ans les mesures de protections des travailleurs ont été volontairement sacrifiées sur l'autel du profit capitaliste.

## **Prévenir les risques, punir les responsables**

L'Andeva (Association nationale de défense des victimes de l'amiante) appelle à manifester le samedi 12 novembre 2013 pour « réclamer haut et fort que justice soit faite, afin que les empoisonneurs soient enfin jugés au pénal! ». Elle reste souvent bien isolée et

les soutiens syndicaux et politiques sortent rarement du registre du formel. Même à l'intérieur des entreprises, l'écologie a du mal à percer dans les organisations ouvrières: crainte de la perte de l'emploi, de la fermeture de l'atelier... Mais des travailleurs résistent et se battent, comme les anciens salariés de ZF-Masson, de Babcock Wanson, d'Ahlstrom ou il y a dix jours les 165 cheminots qui ont attaqué la SNCF et ses entreprises sous-traitantes aux prud'hommes. Les exemples sont nombreux et les victoires judiciaires importantes.

Nombreux sont les militants du NPA à avoir

participé à ce combat qui devra demain s'appliquer à d'autres produits dangereux à effet létal différé auxquels sont encore aujourd'hui exposés deux millions de salariés (selon les dernières statistiques du ministère du travail). C'est pourquoi nous appelons à participer à cette « manif en noir et blanc ». Noir pour symboliser la justice et blanc pour symboliser la prévention.

**Dominique Malvaud**

**Samedi 5 octobre, manifestation nationale à 14h à la Tour Montparnasse.**

Le deuxième axe de cette réforme consiste à remplacer la réglementation du travail des cheminots (le « RH0077 ») par une convention collective qui alignerait les conditions de travail des cheminots SNCF sur celles du ferroviaire privé. Pépy et les patrons du ferroviaire veulent se libérer de règles jugées trop contraignantes et trop chères: ils veulent pouvoir faire travailler les cheminots plus longtemps, avec des repos plus courts, des amplitudes plus flexibles et plus de journées travaillées dans l'année... C'est donc contre cette réforme que les cheminots se préparent à bagarrer. Le premier épisode a été la grève du 13 juin dernier, unitaire et très réussie: près d'un cheminot sur deux en grève. Mais au lieu de prendre appui sur ce succès pour préparer une grève reconductible et rechercher la convergence

avec la lutte sur les retraites, les directions syndicales préfèrent commencer à préparer les élections professionnelles de 2014... Comment comprendre autrement les appels timides et désunis pour les prochaines échéances? La CGT appelle les cheminots à faire grève le 9 octobre dans le cadre d'un appel européen contre le « 4<sup>e</sup> paquet ferroviaire » de la Commission européenne, alors que SUD-Rail les appelle à manifester la semaine suivante, le 16 octobre, jour de présentation de la réforme au conseil de ministres. Sans parler de l'UNSA qui appelle le 15 octobre... Bref, une cacophonie qui ne prépare pas sérieusement l'affrontement. Il faudra donc que les cheminots comptent sur leurs propres forces, pour trouver le chemin de la grève reconductible!

**Correspondants**

# PSA **Mobilisations à la vitesse supérieure**

*Après la réussite du plan Varin de liquidation de milliers d'emplois notamment par la fermeture du site d'Aulnay, la direction de PSA pensait pouvoir mettre en place son accord de compétitivité sans difficultés.*

**M**algré l'ambiance plombée par les licenciements et l'aggravation des conditions de travail, la mobilisation contre l'accord de compétitivité antisocial continue. Ainsi, jeudi 3 octobre, il y eut 2300 grévistes sur le groupe contre 2500 le 18 septembre. Deux points chauds lors de cette journée: Sochaux, 800 dont 70 techniciens de Belchamps et Rennes, 650. Dans les autres usines, la mobilisation se maintient:

Poissy 310, Mulhouse 130, Borny 130, Saint-Ouen 86, Valenciennes 45, Vesoul 40, Caen 20, Sept-Fons 10...

## **Et ce n'est pas fini!**

À Sochaux, la CGT a décidé d'appeler à un débrayage le 10 octobre, jour de la prochaine session de négociations sur l'accord de compétitivité qui devrait durer deux jours. Cet appel de Sochaux a été voté en fin de débrayages par les grévistes. À Saint-Ouen, une pétition

dénonçant l'accord est massivement signée et l'initiative pourrait être reprise à Mulhouse. Les reculs concédés par la direction donnent confiance aux salariés et parfois même des idées aux syndicats lèche-bottes. Varin pourrait rapidement ne pas avoir comme seul souci les 500 000 d'euros « récupérés » à son domicile (vol de bijoux...). Les salariées de PSA pourraient lui envoyer une note plus salée.

**Correspondants**

# ÉDUCATION **Discriminés par décret**

*Un décret modifiant le Code de l'Éducation ferme l'accès des étrangers non européens aux concours de l'enseignement privé sous contrat.*

**J**usqu'ici ces concours étaient ouverts aux étrangers et les mêmes conditions de titres et de diplômes étaient exigées pour accéder aux concours du privé et du public. Sous prétexte d'aligner les conditions d'accès aux concours, le ministère a décidé d'en claquer la porte au nez des étrangers. Mais rien n'a changé quant au statut de l'enseignant du secteur privé qui reste toujours « agent contractuel », un statut qui ne correspond pas à celui de fonctionnaire comme dans l'enseignement public. Le décret paraît alors entièrement arbitraire et sans véritable justification. Validé par le Conseil supérieur de l'éducation, cette mesure est entrée en vigueur le 23 août dernier. Elle concerne les étudiants étrangers qui préparent les masters d'enseignement mais elle supprime également l'accès à la titularisation des enseignants qui sont déjà en activité depuis des années. De la sorte, aucun étranger non européen ne peut dorénavant passer ni les concours externes de l'enseignement privé sous contrat ni accéder à l'échelle de rémunération de professeur certifié par les concours internes.

## **Conditions de séjours durcies**

Aucune information n'a circulé. Les établissements scolaires du privé, les centres de formation aux concours, les diocèses de l'enseignement catholique ne semblaient pas avoir été mis au courant. Il en va de même pour le personnel syndiqué. Beaucoup l'ont découvert sur le site de l'Éducation nationale en s'inscrivant au concours...

Ce décret honteux est une discrimination supplémentaire contre les étrangers en France. Il durcit davantage les conditions de séjour des étrangers qui pour avoir droit au titre de séjour doivent justifier d'un salaire plus élevé que le Smic, et d'autant plus élevé en cas d'études longues. C'est bien l'accès à la titularisation et donc à un salaire digne qui est dorénavant interdit aux étrangers, et non la fonction d'enseignant en tant que vacataire qu'ils peuvent continuer d'exercer. On peut rapprocher cette nouvelle discrimination des promesses électorales trahies par ce gouvernement qui avait promis d'ouvrir le droit de vote aux étrangers, et qui est en train de s'assurer que le peu de droits dont jouissent les étrangers disparaissent définitivement.

**B. (enseignante concernée par le décret)**

PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB



À PSA Poissy, la grève de la faim des sept salariés continue. Le 12 octobre, rassemblement de soutien à 14h sur place. Solidarité!



## Les comités en action!

### Gironde : succès de la fête du NPA 33

La fête de Cenon a dépassé les 200 entrées, largement plus que l'an dernier. L'ambiance était aux retrouvailles, aux discussions chaleureuses et militantes, au besoin de débattre entre camarades et avec les militantEs des organisations qui avaient répondu à notre invitation : Palestine 33, ATTAC, le collectif pour la libération d'Ibrahim Abdallah, AC! Gironde, GU, LO, Convergences et Alternatives, Solidaires, RESF...

La fête a débuté par la projection du documentaire d'Audrey Hoc, *le Cimetière des vivants* consacré au centre de rétention administrative d'Hendaye et aux militants de la Cimade qui y interviennent, dénonçant l'inhumanité et l'absurdité de la politique du chiffre de Sarkozy. Le débat, avec les militantEs de la LDH, du RESF, de l'ASTI, et du collectif Ibrahim Abdallah, a dénoncé le gouvernement Hollande-Ayrault-Valls qui poursuit la même politique.

Plus de 70 personnes ont ensuite participé au débat sur nos réponses à « l'austérité de gauche », avec Solidaires, Convergences et Alternatives, AC! Gironde et un militant d'EELV engagé dans un travail commun avec le NPA pour la fermeture de la centrale du Blayais et contre l'ouverture de la gigantesque déchetterie de Lapouyade. Les échanges ont été riches sur la nécessité pour les salariés et la jeunesse de reprendre l'offensive. La question des Municipales et Européennes a été abordée, des discussions entre organisations du Front de gauche et NPA ayant débuté dans le département. LO, qui n'a répondu dans aucune ville à notre invitation à discuter de listes communes, n'est pas intervenu dans le débat... La salle était pleine lors de l'intervention de Philippe Poutou, qui a été chaleureusement applaudi, avant une Internationale vigoureuse et convaincue.

Beaucoup de discussions sur les stands et autour d'un grand repas convivial, de camarades et sympathisants profitant de la fête pour prendre des rendez-vous, s'engager sur nos listes municipales, contribuer financièrement... et adhérer! 5 participants ont adhéré dont 3 jeunes. Ce succès marque donc pour nous une nouvelle étape: celle d'un NPA vers lequel se tourne un milieu militant qui a besoin de débattre, de se regrouper.



### Rouen (76) : le NPA au cinéma

Vendredi 4 octobre se tenait la première séance de la quatrième saison du Ciné NPA à Rouen. Depuis 2011, le cinéma d'art et essai Omnia de Rouen nous accueille pour quatre séances suivies d'un échange avec les spectateurs. Préparées par affichages, annoncées par la programmation du cinéma, des distributions de flyers et des encarts dans les tracts du NPA, parfois relayées par un article dans la presse locale, ces séances accueillent entre 50 et 100 spectateurs, dont bon nombre ne sont pas présents dans d'autres initiatives du NPA. Les films programmés sont des films d'une grande qualité cinématographique et qui permettent aussi une discussion intéressante. Vendredi dernier, nous avons vu *Octobre* d'Eisenstein. Programmer un film muet, noir et blanc, réalisé en 1927 pour le dixième anniversaire de la révolution d'octobre, était audacieux. Plus d'une cinquantaine de spectateurs ont assisté à cette projection d'une superbe copie de ce film qui a marqué l'histoire du cinéma par son montage extraordinaire. Le débat sur le contexte de la révolution d'octobre, les décodages de différents passages du film ont été très intéressants.

Prochaine séance en janvier 2014 avec *le Pull-over rouge*, film sur la peine de mort!

## Chroniques municipales

# À Evry, une liste unitaire contre l'austérité

La semaine dernière, le NPA et le Parti de gauche d'Évry (Essonne) ont annoncé publiquement leur décision de lancer une liste unitaire et ouverte aux municipales.



La liste pour 2014. DR

L'accord est basé sur une appréciation commune de la politique du gouvernement Hollande qui, dans la continuité de celle de Sarkozy, sert les intérêts exclusifs des riches détenteurs de capitaux. Notre objectif commun est de combattre les politiques d'austérité mises en œuvre à l'échelle nationale comme leurs

déclinaisons locales. Nous voulons affirmer ensemble l'existence sur Évry d'une alternative politique, une gauche des solidarités, une gauche démocratique, pour la défense des intérêts et des droits de toute la population. Cette initiative est d'autant plus importante que Manuel Valls entend faire de la ville dont il reste conseiller municipal un terrain d'expérimentation pour une politique destinée à servir son ambition présidentielle. On en connaît déjà les ingrédients essentiels: une démagogie sécuritaire et xénophobe, dont le dernier exemple a été ses propos révoltants

contre les Roms. Mais il compte appuyer celle-ci, pour démontrer sa prétendue efficacité, sur la vitrine sociale que serait Évry — il en a été maire de 2001 à 2012 —, en faisant en sorte que la liste conduite par son successeur, Chouat, et sur laquelle il serait candidat, obtienne un score comparable aux 70 % qu'il avait réalisés en 2008. Mais il n'y a pas grand monde qui soit dupe, comme l'avait montré d'ailleurs la très forte abstention à l'élection de 2008.

### Libéralisme sauce Valls

À Évry, comme dans toutes les grandes villes ouvrières, la majorité municipale conduite par le PS et dont fait partie le PCF mène depuis des années une politique libérale: privatisations non dites à travers les délégations de service public ou des partenariats public-privé comme celui du Centre hospitalier sud-francilien, devenu un véritable gouffre financier; subventions à des entreprises qui n'ont pas embauché pour autant à coups d'exonérations fiscales ou d'un prix bradé pour le mètre carré; dégradation des services publics alors que dans le même temps la vidéo-surveillance est

généralisée et la police municipale, armée, omniprésente; mise en place de la réforme des rythmes scolaires au mépris de l'opposition des enseignants et des parents d'élèves. Des quartiers ont été restructurés, des immeubles d'habitation détruits pour plus de « mixité sociale » mais cela ne change rien au fait qu'Évry est une ville populaire dont la population subit le chômage, la dégradation du pouvoir d'achat et de son cadre de vie quotidien, la galère des transports. Comme nous l'avons précisé dans notre communiqué commun, « Ainsi, le NPA et le PG d'Évry s'engagent à construire et à soutenir pour les municipales de mars 2014 une liste unitaire :

– afin de promouvoir une politique de rupture avec les politiques d'austérité antisociales,

– afin de soutenir les résistances et défendre les revendications de ceux et celles qui luttent.

Nous appelons toutes les forces politiques, sociales, associatives, tous les habitants d'Évry disposés à agir contre les politiques d'austérité et le libéralisme, à construire ensemble cette liste. »

Correspondant

## Le parti en campagne

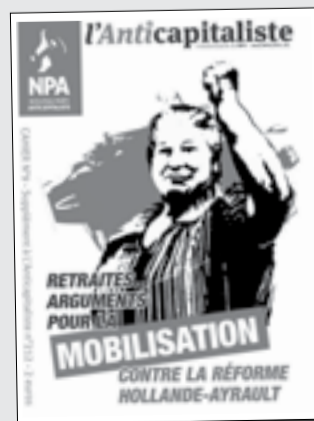
NOTRE-DAME-DES-LANDES

# La résistance continue

L'espoir était faible de voir Bruxelles bloquer les travaux jusqu'aux élections de mai 2014 et plus. Le gouvernement et la plupart des médias pavoisent: le feu serait vert. Non, il est encore orange!

### La brochure RETRAITES actualisée est disponible

3 euros port compris, à NSPAC, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil



La commission des pétitions n'a pas fermé le dossier et sa « surveillance » se poursuit. Et surtout le rapport de forces construit va encore se développer. Depuis ce samedi 5 octobre, 200 paysans, zadistes et soutiens ont mis en culture 24 hectares de terre promise au bétonnage. Du 16 au 25 octobre, des manifestations sont appelées partout un an après l'opération armée « César ». En particulier, le 18 octobre à Saint-Nazaire et le 19 à Nantes.

Toutes et tous répondront à l'appel à tous les comités de soutien de Michel Tarin, paysan « historique » de la lutte. Un appel qu'il nous a autorisé à publier dans nos pages. Correspondant

### Nous serons là! Lettre ouverte de Michel Tarin à tous les comités de soutien

Depuis le 17 septembre, jour de la seconde audition des pétitionnaires de Notre-Dame-des-Landes par la commission des pétitions du Parlement européen, les pro-aéroport pavoisent! Laissons-les pavoiser! Nous avons pris la mesure

de l'immense collusion entre le PS, l'UMP et Vinci encore une fois sur ce sujet. Ils vont vouloir passer en force? Nous serons là!

Pour nous rien n'a changé depuis ce mercredi-là! La pétition n'a pas été close malgré l'insistance de quelques députés (un lobbying béton avait été pourtant organisé!) et nous pourrions donc continuer à intervenir à Bruxelles; tout comme la commission européenne nous serons bien sûr, nous aussi, très attentifs à la suite et nous sommes prêts à attaquer juridiquement tous les arrêtés à venir! Les expulsions ne sont toujours pas possibles, les propriétaires refusant l'expropriation sont de plus en plus nombreux, etc. La résistance est là!

Cet aéroport ne se fera pas car nous avons raison — économiquement, écologiquement, juridiquement et politiquement — de nous battre contre ce projet fou! Nous sommes la force qui gagnera!

Cet aéroport ne se fera pas car nous l'empêcherons par tous les moyens en notre possession; nous utiliserons la désobéissance civile! On nous arrêtera! On nous mettra

en taule! Nous ne lâcherons rien! La violence sera en face!

J'irai avec mon bâton (avec les forces qui me restent et dans la non violence!) sur le terrain et nous le défendrons mètre carré par mètre carré! Je n'utiliserai pas mon bâton pour cogner sur les forces de police mais, comme lorsque les copains du Larzac montaient à Paris, nous ferons résonner le chant de nos bâtons sur les terres de la ZAD pour les protéger du saccage programmé.

J'en appelle à tous les comités de soutien de France et de Navarre! Tenez-vous prêts à revenir cet hiver à Notre-Dame-des-Landes ou à occuper les centres de décision politique là où vous êtes! Ensemble, comme nous l'avons déjà démontré par nos actions et nos rassemblements, nous allons non seulement arrêter ce projet d'un autre temps mais aussi et surtout faire prendre conscience qu'un autre développement et un autre monde sont possibles!

Et à vous les porteurs du projet, je dis: « Chiche! Revenez essayer de vider la zone! »

Michel Tarin

**Exposition**

**L'Anversitude des choses**  
**«Jordaens 1593-1678: la gloire d'Anvers»**

Jusqu'au 19 janvier 2014. Au Petit Palais (Paris 8<sup>e</sup>).

Si l'on peut parler de peinture bourgeoise, les spécialistes en sont d'accord, c'est bien avec Jordaens (1593-1678), et voilà qui peut intéresser les anticapitalistes.

gentilhomme, la main tenant un luth comme elle aurait tenu une épée, toile servant d'affiche à l'exposition. Après la mort de Rubens et de Van Dyck, il n'y eut plus à Anvers que lui et son atelier, cumulant les commandes des princes et des amateurs fortunés.

**Une certaine «belgitude»**

Sujets religieux et mythologiques, mises en scène politiques, scènes familiales, l'exposition montre bien les divers registres de cette peinture à grand spectacle et ce qui visuellement en faisait l'unité: science des couleurs, habileté du dessin et réutilisation de toile en toile d'expressions ou d'attitudes observées chez des amis ou des proches. Et une spécialité, l'exaltation de l'abondance et de la fécondité: là où le sujet ne réclame qu'un bovidé – tel l'enlèvement d'Europe – Jordaens y loge tout un

troupeau; quand le Christ chasse les marchands du temple, on le distingue à peine parmi les étals qui croulent, les corbeilles qui se renversent, les animaux qui fuient. C'est pourquoi *Le satyre et le paysan*, où il s'est figuré en train de souffler grotesquement sur sa soupe, et *Le roi boit*, où l'on trinque, chante, vomit et torche des enfants, restent ses compositions les plus célèbres, et comme des emblèmes d'une certaine «belgitude», poussée jusqu'à l'outrance dans le récent film de Van Groenigen *La Merditude des choses*.

Or, en dépit de tous ses travaux pour l'Église, Jordaens était calviniste, peut-être de naissance (comme l'avait été la ville avant de retomber aux mains des Espagnols, comme le restaient les Provinces-Unies toutes proches), en tout cas déclaré à partir de 1648 et mis à l'amende pour propagande «hérétique» quelques années plus tard. Au

catholicisme monarchiste, le calvinisme opposait son républicanisme, et son ouverture aux revendications bourgeoises et populaires pouvait aller jusqu'à braver les «bienséances» édictées dans les Cours. C'est pour contester l'hégémonie des genres «nobles» que des écrivains bourgeois développèrent alors le burlesque et l'héroï-comique dont Jordaens a livré l'équivalent pictural, et même dans ses toiles les plus «sérieuses», on voit ce qu'il y a de protestant dans l'humanisation des sujets mythologiques ou sacrés, de désacralisant aussi. Dans la forteresse assiégée et la place marchande déchue qu'était devenue Anvers, les bourgeois n'en étaient pas encore à dicter leurs actes aux gouvernants, mais ils goûtaient sans doute une petite revanche à bousculer leur esthétique.

Gilles Bounoure



Issu d'un milieu de riches marchands à l'époque où la cité brabançonne, avec sa vaste rade et ses bourses du commerce et des valeurs, n'avait pas encore perdu les deux tiers de ses habitants et restait la première place financière du continent, il avait choisi la peinture, épousant la fille de son maître Van Noort, reprenant son atelier et ses pratiques, collaborant avec Rubens, qui admirait sa facilité, ses coloris et sa vitesse d'exécution. Réussite qui l'autorisait à se peindre, à moins de trente ans, avec sa femme, sa fille et une servante, non pas assis en simple bourgeois mais en pied tel un

**BD**

**Jonathan tome 16: Celle qui fut**

DE COSEY  
 Lombard, 12 euros



Entre Tibet, Birmanie et Japon, Jonathan est de retour dans le nord de l'Inde. Moto en panne et train improbable, notre héros retrouve dans le bouiboui d'une gare inconnue le mainate Garuda.

Ce volatile bavard, Jonathan l'a bien connu puisqu'il appartenait à April, une camarade de classe lorsque ses parents étaient en poste à Delhi et qu'enfant il était inscrit au collège d'une ville himalayenne d'Inde dans l'Uttarakhand, région située dans les contreforts de l'Himalaya. Mais qu'est-il donc advenue de Ambapali pour que son mainate reste seul? Sectatrice de Kali et de son troisième œil, elle se faisait certes appeler April en référence à une chanson d'Ella Fitzgerald mais Kali, la déesse noire de la vengeance n'était pas loin. En retournant dans son ancien collège de l'Himalaya, Jonathan va découvrir la vérité et nous ramener à une réalité plus sordide de l'Inde où la pègre de Bombay (Mumbai) règne en maître. La suite et la fin de cet épisode est à découvrir dans ce tome 16 de la saga. Une BD à déguster en musique comme toute l'œuvre de Cosey.

Sylvain Chardon

**Musique**

**Made in France?**

Fier comme un coq, compilation des Inrockuptibles, Inrocks, 2013, 30 euros

Cosmic machine, Because, 2013, 16 euros



qui à l'instar du «french flair» dans le rugby, auraient permis à l'hexagone de scintiller, voire d'être admiré à l'étranger. Ce sont d'abord les Inrocks qui proposent dans un gros coffret de 6 CD *Fier comme un coq* une rétrospective de la pop tricolore, en essayant de définir, sur 50 ans, une version respectable du genre, qui oscille ici entre la tentation variétoche, le trésor national de la chanson française (Dominique A) et la pâle copie de ce qui se fait outre-Manche (Dionysos). On s'y offre même le luxe de jouer le snob décalé en y intégrant le grand méchant loup Michel Sardou et son titre «Mods & rockers».

Point de jonction avec *Cosmic machine: un voyage dans l'avant-garde de la musique cosmique et électronique française* qui propose en contre-jour 20 morceaux expérimentaux des années 70, le «savant fou» de François de Roubaix, bien connu par ailleurs des amateurs de BO de film où il avait trouvé refuge pour cantiner. Ici nous basculons vers d'autres fascinations liées à l'époque et malgré tout toujours tournées vers les «modèles» américains, entre rêves psyché du jazz futuriste à la Sun Ra, l'hédonisme disco ou encore la découverte envivante des machines et des synthés. Des OSNI (objet sonore non identifié) alors ignorés sous le rouleau compresseur Claude François, et qui font désormais la joie des collectionneurs de disques. Des ancêtres, paraît-il, du succès grand public des Daft Punk et autres MGMT, voire Philippe Katerine. Nul n'est prophète en son temps.

King Martov

**Roman**

**Comment devenir écrivain quand on vient de la grande plouquerie internationale**

Caryl Férey, Points Seuil, 2013, 10 euros

Avec ce petit livre, Caryl Férey s'offre une parenthèse humoristique et autobiographique. L'auteur de *Zulu*, dont l'adaptation sortira sur les écrans en décembre prochain,



revient ici sur les relations avec son frère, dans un style très fleuri, puis sur son parcours en tant qu'écrivain. La première partie ayant déjà été éditée dans une petite collection, seule la seconde, autobiographique, est ici réellement nouvelle. On y suit les tribulations d'un écrivain en devenir, originaire de Montfort-sur-Meu, en Ille-et-Vilaine, entre voyages et petits boulots, jusqu'à son arrivée dans le catalogue Gallimard, ce qu'il vit comme une véritable consécration. L'ensemble est non seulement bien mené, mais Férey fait preuve d'un sens de l'humour particulièrement communicatif, et de pas mal de second degré – un bon moment de rigolade avant de replonger dans la noirceur d'un nouveau roman noir.

Henri Clément

**Cinéma**

**Le dernier pub avant la fin du monde**

DE EDGAR WRIGHT

Avec Simon Pegg, Nick Frost



Après *Shaun of the dead* et *Hot fuzz*, voici le dernier volet de la trilogie «Blood and ice cream» qui met en scène Simon Pegg, Nick Frost et leur bande de copains. Ils reviennent dans la ville de leur

n'ont pas mis les pieds depuis plus de dix ans, pour faire la tournée des pubs, jusqu'au dernier pub, «The World's End». Si le pub était déjà le refuge absolu contre l'invasion des zombies dans *Shaun of the dead*, cette fois le film plonge dans la science-fiction parodique. Grosse farce, critique de la vie étriquée de province, nostalgie des années d'adolescence, il y a tout cela dans ce film très anglais où des humains transformés en robots se démembreront en faisant gicler du sang bleu. D'un pub à l'autre, la ville devient de plus en plus inquiétante et la fin du monde approche à grand pas. Difficile de savoir si l'on entre dans les délires éthyliques de nos héros ou si ce qu'ils vivent est à l'image d'un monde qu'ils ne comprennent plus. En tout cas, c'est très drôle et la fin amène une réflexion supplémentaire à l'histoire.

Jean-Marc Bourquin

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com  
 Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43



**L'Anticapitaliste** Libre expression

## « On entre clairement dans une nouvelle phase du mouvement ouvrier chinois »

**Entretien.** Michaël Sztanke est grand reporter et réalisateur de films documentaires. Sa dernière production, *Asie, le réveil ouvrier*, porte sur trois pays d'Asie (la Chine, mais aussi le Cambodge et le Bangladesh), et montre des travailleurs en mouvement, qui prennent conscience de leurs propres intérêts et s'organisent. Michaël Sztanke publiera en janvier prochain un livre sur un militant syndical chinois Han Dongfang, mon combat pour les ouvriers chinois (éditions Michel Lafon) sur lequel nous reviendrons.



DR

Pourquoi ce film centré, comme son titre l'indique, autour du « réveil ouvrier » en Asie? Cela tranche avec les descriptions misérabilistes qui présentent les travailleurs d'Asie comme une masse exploitée sans grande perspective... L'idée était de faire un documentaire au plus près des ouvriers pour montrer le développement d'une conscience de leurs propres intérêts, notamment en Chine. Dans ce pays, il y a un changement de mentalité chez les ouvriers: ils prennent conscience qu'ils ont des droits qui doivent être respectés. Malgré un régime répressif qui refuse toute perspective d'un mouvement ouvrier indépendant, il y a un début d'organisation des ouvriers de base surtout dans le sud de la Chine. Ils sont souvent aidés par des avocats, des ONG plus ou moins clandestines ou basées à Hong Kong. Les jeunes ouvriers, nés dans les années 90, n'ont pas le même rapport à l'entreprise et au travail que leurs parents. Ceux-ci étaient arrivés des campagnes et sont restés des déracinés, isolés en permanence, avec comme projet de retourner dans leurs campagnes. Les jeunes, eux, viennent en ville pour rester: ils se considèrent comme des urbains, leur avenir est là et ils veulent améliorer leurs conditions de vie et de travail. Il faut noter aussi l'importance d'internet et des smartphones: ces jeunes sont connectés et s'envoient des messages en permanence, ils échangent ainsi des informations sur ce qui se passe dans les différentes usines. C'est un facteur d'optimisme; on entre clairement dans une nouvelle phase du mouvement ouvrier chinois après les réformes économiques et la forte croissance de la production: celle de la construction de l'autonomie ouvrière et de la formation d'organisations qui représentent ces

ouvriers. Cette étape s'accompagne d'interrogations sur les formes d'organisation à développer: faut-il construire des syndicats indépendants ou bien réformer les syndicats officiels de l'intérieur? Certains pensent que cette deuxième option serait plus efficace et présenterait moins de risque de répression. Ceci dit, la Fédération syndicale chinoise reste étroitement subordonnée au régime.

**On peut être étonné que l'avocat « aux pieds nus » de Shenzhen présenté dans le film semble agir pratiquement au grand jour pour organiser des syndicalistes.** Dans le cadre du système répressif, il y a des « zones grises ». Des choses peuvent être tolérées pendant un temps mais la situation peut se retourner du jour au lendemain. Les autorités locales peuvent alors se durcir: fermer les locaux utilisés, fermer des cabinets d'avocat, voire emprisonner ceux-ci. En fait, tant qu'il n'y a pas d'effet « boule de neige », il y a une certaine tolérance. La répression arrive quand les autorités jugent que ces initiatives ont trop d'écho, quand des grèves ou des émeutes éclatent.

**Cette étape s'accompagne d'interrogations sur les formes d'organisation à développer: faut-il construire des syndicats indépendants ou bien réformer les syndicats officiels de l'intérieur**

En fait, le premier objectif poursuivi par ces initiatives est d'aider les ouvriers à obtenir de vraies négociations collectives sur leurs revendications. La grève vient ensuite s'il y a un refus des patrons. Parfois, ceux-ci font alors des concessions: des grèves sont, à des degrés divers, victorieuses. Parfois, avec l'assistance de la police, les patrons choisissent la répression

en visant les leaders ouvriers, licenciés, voire emprisonnés. L'attitude des autorités n'est pas tout fait la même quand il s'agit d'entreprises étrangères ou chinoises (d'État ou privées). Dans les entreprises chinoises, la répression arrive plus vite. Il y a plus de marge (au départ des mouvements, tout au moins) dans les entreprises étrangères. À propos des entreprises étrangères, on peut s'interroger sur l'impact sur la situation des ouvriers des initiatives prises dans le cadre de la « responsabilité sociale des entreprises » (RSE) et aussi des contrôles chez les sous-traitants. Disons que ça ne peut pas faire de mal, mais que l'efficacité réelle est limitée: les inspecteurs annoncent souvent leur passage à l'avance, ils peuvent être corrompus, etc.

**Le film porte aussi sur le Cambodge et le Bangladesh. Au Bangladesh, un dirigeant syndical dit que comme les syndicats ne peuvent agir dans les entreprises, il y a des mouvements ouvriers spontanés. C'est ce qui est en train de se passer en ce moment?** C'est exactement ça. Le secteur textile est le fer de lance des exportations du Bangladesh. Le mouvement fait tout pour y attirer les investissements étrangers ou développer la sous-traitance en tirant profit de la hausse du coût du travail en Chine. Et ça marche! Dans ce cadre, les syndicats sont interdits d'entrée dans les usines textiles. Quand la situation devient insupportable, les ouvriers se révoltent et manifestent, comme c'est le cas ces dernières semaines.

**La liberté syndicale a l'air plus grande au Cambodge, mais cela n'a pas l'air d'effrayer beaucoup les investisseurs étrangers...** Le Cambodge est encore un cas différent. Il y a pléthore de syndicats, ils sont divisés et pas assez représentatifs des ouvrières. Ces femmes viennent

des campagnes, elles travaillent dur, envoient de l'argent chez elles et n'ont pas spontanément confiance dans les syndicats qui sont animés par des hommes. Les syndicats organisent des mobilisations, qui peuvent remporter quelques succès. Mais les investisseurs chinois (qui délocalisent au Cambodge pour payer des salaires plus faibles), sud-coréens, taiwanais, savent qu'ils sont en position de force, car des masses de gens sont prêts à prendre les places.

**En 2006, vous avez publié avec Aurore Merle un livre sur les étudiants chinois. En 1989, ceux-ci ont joué un rôle important. Que peut-on dire sur les aspirations des étudiants chinois maintenant?** En-dehors des enfants des privilégiés, s'ils sont à l'université, c'est parce que leurs familles se sont saignées pour qu'ils y accèdent. Certes, certains sont critiques vis-à-vis du gouvernement, mais la plupart n'aspirent qu'à réussir individuellement. Les études commerciales, la gestion et l'informatique sont valorisées. Ils souhaitent souvent poursuivre leurs études à l'étranger pour éventuellement revenir en Chine en « conquérants ». On est effectivement loin de 1989, d'autant qu'ils savent que la répression a été dure. Certains commentateurs pensent que l'avenir de la Chine dépend des « classes moyennes ». En fait, le futur du pays dépend aussi beaucoup des ouvriers et du développement de leur organisation. Enfin, il faut noter la prégnance du nationalisme en Chine, pas seulement chez les étudiants, mais aussi chez les ouvriers: on peut critiquer durement le gouvernement mais pas la Chine...

**Propos recueillis par Henri Wilno**  
1- Les militantEs qui souhaitent l'utiliser peuvent se le procurer auprès de Baozi Prod : [www.baoziprod.com](http://www.baoziprod.com)

# Vu ailleurs

**THE HUFFINGTON POST** Créé en décembre 2012, le collectif « Les bricoleurs du dimanche » regroupe des salariés de Castorama et de Leroy-Merlin « pour mobiliser l'opinion publique et faire bouger le gouvernement ». Dans les médias ou dans leurs magasins, ces salariés-militants multiplient les interventions pour dire tout le mal qu'ils pensent de l'interdiction du travail dominical. Cette communication est évidemment soutenue par les directions des deux enseignes. Mais au-delà du soutien moral, c'est une véritable assistance pratique et financière que les deux enseignes, main dans la main pour l'occasion, procurent à leurs salariés. [...] La spontanéité, le mouvement des « Bricoleurs du dimanche » n'en a que l'apparence, selon le salarié de Leroy Merlin. « Nous avons participé à cette réunion sur notre temps de travail, la direction a remboursé nos frais de déplacement et un buffet nous attendait. De la même manière, quand nous avons manifesté entre Montparnasse et le ministère du travail, la direction a loué un bus, nous a fourni des sandwiches et on s'est servi dans les rayons pour préparer le défilé. Tout a été financé de A à Z par les patrons ».

Extraits de Adrien Oster, « Travail du dimanche: « Les bricoleurs du dimanche » financés et encadrés par Leroy-Merlin et Castorama », le Huffington Post, lundi 30 septembre 2013.



## S'abonner

### Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

#### Tarif standard

- Hebdo (14 euros/trimestre)  
 Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

#### Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo (10 euros/trimestre)  
 Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

**ORGANISME CRÉANCIER :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC)  
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex  
Numéro spécial d'émetteur : 554755

#### Titulaire du compte

Nom : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : .....  
Ville : .....  
Mail : .....

#### Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET  
.....  
.....

Date : .....  
Signature : .....

#### Établissement teneur du compte

Banque : .....  
Adresse : .....  
Code postal : .....  
Ville : .....

**Par chèque**, à l'ordre de : NSPAC  
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

#### FRANCE ET DOM-TOM

##### Tarif standard

- |                 |  |   |
|-----------------|--|---|
| Hebdo           | <input type="checkbox"/> 6 mois<br><b>28 euros</b> | <input type="checkbox"/> 1 an<br><b>56 euros</b>    |
| Mensuel         | <input type="checkbox"/> 6 mois<br><b>22 euros</b> | <input type="checkbox"/> 1 an<br><b>44 euros</b>    |
| Hebdo + Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois<br><b>50 euros</b> | <input type="checkbox"/> 6 mois<br><b>100 euros</b> |

##### Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- |                 |  |  |
|-----------------|--|--|
| Hebdo           | <input type="checkbox"/> 6 mois<br><b>20 euros</b> | <input type="checkbox"/> 1 an<br><b>40 euros</b> |
| Hebdo + Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois<br><b>38 euros</b> | <input type="checkbox"/> 1 an<br><b>76 euros</b> |

#### ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31  
ou par mail : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)